CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

B-ECONOMY
500475137
P.P.
1205
Plainpalais

Féminismes

MARS - AVRIL 2017

43

8 MARS

LA LUTTE CONTINUE

CAROLINE MARTI, COLLABORATRICE POLITIQUE
PATRICIA VATRÉ, MEMBRE DU COMITÉ PSVG

Une date annuelle pour promouvoir les droits des femmes. Aujourd'hui, la revendication peut paraître désuète, voire peu ambitieuse. Pourquoi une seule fois dans l'année ? Cela suppose-t-il qu'on laisse le champ libre aux droits des hommes les 364 autres jours ? Ce questionnement empreint d'un brin de sarcasme est pertinent mais fait peu d'égard à l'importance qu'ont pu avoir ces journées spécifiques dédiées aux revendications féministes dans la progression vers l'égalité des droits entre hommes et femmes.

L'idée d'une journée consacrée aux revendications féministes prend sa source aux Etats Unis.

Le 28 février 1909, à l'appel du Parti socialiste d'Amérique la Journée nationale de la femme voit le jour. Puis, à l'initiative de l'Internationale socialiste des Femmes, qui se bat déjà pour obtenir le droit de vote, le droit au travail et la fin des discriminations au travail, la 1ère Journée Internationale des Femmes a lieu le 19 mars 1911. A cette époque, tout ce qui venait du *Grand Far West* apportait le plus souvent le vent de l'ouverture et du progrès. Peu à peu, on s'entend sur la nécessité d'une telle journée et le choix d'une date unique, le 8 mars. Cette date est officialisée, en 1977, par les Nations Unies invitant la planète à l'adopter et à respecter les droits des femmes.
Qu'elle soit le pur produit d'une construction symbolique, peu importe ! Qu'elle se réfère à une manifestation d'ouvrières du textile, à la révolution russe ou à un grand incendie, peu importe !
L'essentiel tient à ce qu'elle appelle à défendre encore et toujours les droits fondamentaux de la moitié de la population mondiale. Pas une minorité, non. Ni une espèce en voie d'extinction, mais une personne sur deux sur cette planète.

Alors oui, cette journée des droits des femmes, casée dans le calendrier mondial entre la journée internationale du tennis et celle du Tibet, et pas très loin non plus de celle de la plomberie est peut-être un peu là pour se donner bonne conscience. Oui, cette journée déroule bien souvent le tapis rouge aux remarques les plus sexistes de l'année. Une journée qui se décline pour certains en «fête de la femme» lors de laquelle les hommes veulent bien faire un petit effort et nous accorder un peu d'égard en nous offrant des fleurs et en nous tenant la porte de l'entrée de l'immeuble.

Et oui, évidemment, l'égalité des droits entre hommes et femmes ne devrait pas être l'affaire d'une seule journée mais chaque jour de l'année être celui de l'égalité entre hommes et femmes, ou plutôt de l'égalité entre êtres humains, voire entre êtres vivants. Mais force est de constater qu'on en est encore loin. Mais elle fait du bien cette journée ! Pour faire le point, comme le relève Sandrine Salerno dans ce numéro. Pour identifier les inégalités qui perdurent, constater les échecs de certaines mesures contre les discriminations, discuter ensemble et échafauder de nouvelles solutions. Pour se rapprocher, pas à pas, année après année du jour où cette journée n'aura vraiment plus aucun sens, tant il apparaîtra évident que les hommes et les femmes sont égaux, quasiment identiques, que le critère du sexe pour séparer l'Humanité en deux catégories distinctes n'existera plus et que les hommes et les femmes se retrouveront unis dans une égalité de droits.

Causes Communes, à l'occasion de cette journée du 8 mars 2017, souhaite apporter sa pierre à l'édifice. Ce numéro sur les féminismes rassemble un faisceau de voix, d'opinions, d'expériences, de souhaits, d'observations, de propositions, d'inquiétudes et d'espoirs... donnés en partage pour raviver et soutenir nos luttes pour faire aboutir ces revendications, pour fêter déjà les victoires et les avancées, encourageantes, mais jusqu'ici jamais acquises.

8 comme le signe de l'infini, mars comme le Dieu de la guerre. Guerre qu'on espère un jour ne plus avoir à subir, ni à mener inlassablement. Mars comme le printemps, la joie et le renouveau.

8 mars : la fin d'un long hiver.

CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE
15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

caroline.marti@ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève !
Envie de soutenir le *Causes Communes* : abonnez-vous !
Envoyez vos coordonnées à caroline.marti@ps-geneve.ch
Finance d'inscription : 20.-/année
CCP : 12-12713-8

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz.
Comité rédactionnel : Jorge Gajardo, Ulrich Jotterand, Caroline Marti, Patricia Vatré.
Ont collaboré à ce numéro : Victoria Al-Adjouri, Maria Bernasconi, Isabelle Brunier, Christiane Brunner, Grégoire Carasso, Coline de Senarclens, Caroline Dayer, Emmanuel Deonna, Ruth Dreifuss, Laurence Fehlmann Rielle, Aurélie Friedli, Bernadette Gaspoz, Béatrice Graf Lateo, Iulia Hasdeu, Pascal Holenweg, Simone Irminger, Véréna Keller, Christina Kitsos, Édouard Louis, Liliane Maury Pasquier, Dalya Mitri, Maria Vittoria Romano, Jean-Charles Rielle, Albert Rodrik, Sandrine Salerno, Chantal Savioz, Jean-François Staszak, Lydia Schneider Hausser, Virginie Studemann, Manuel Tornare.
Illustration : Adrienne Barman. **Photographies pages 27 et 29 :** Niels Ackermann
Maquette et mise en page : Atelier supercocotte.
Impression : Imprimerie Nationale, Genève.
Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.

Les avis et opinions tenu-e-s par les invité-e-s n'engagent pas le comité de rédaction.

LA VILLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ

SANDRINE SALERNO,
CONSEILLÈRE ADMINISTRATIVE

Ce numéro de Causes Communes *coïncide presque avec le dixième anniversaire de ma première élection au Conseil administratif. Une occasion de tirer un bilan des actions déployées en Ville de Genève depuis 2007 en faveur de l'égalité entre femmes et hommes, l'un des moteurs de mon engagement politique.*

La Ville, employeur exemplaire

Dès mon entrée en fonction, j'ai voulu que la Ville de Genève s'engage avec conviction pour la réalisation de l'égalité professionnelle au sein de l'administration. Sous mon impulsion, le Conseil administratif a donc adopté en 2009 un règlement pour la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes, qui constitue aujourd'hui encore la référence de notre action. Ce texte permet à la Direction des ressources humaines de mettre en œuvre des mesures concrètes en faveur de l'égalité, à tous les niveaux de la gestion des ressources humaines, allant du recrutement aux entretiens périodiques en passant par la formation et les salaires. Pour veiller à l'application de ce texte, nous avons mis en place un monitoring de l'égalité. Le langage épicène a été introduit au sein de l'administration. Il est fondamental que femmes et hommes se sentent également reconnu-e-s. Cette politique, volontariste, déterminée, a porté ses fruits. En 10 ans, le nombre de femmes cadres au sein de l'administration municipale a augmenté de 11%. Le travail à plein temps a substantiellement baissé en faveur du temps partiel. De la même manière, les premières femmes ont été engagées à la Voirie, service historiquement masculin. Surtout, aujourd'hui, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes fait partie intégrante de la «culture d'entreprise» de la Ville de Genève et est portée par l'ensemble des départements. C'est essentiel, si l'on entend parvenir à de véritables changements.

Briser les stéréotypes et soutenir le monde associatif

En parallèle, il était indispensable de travailler pour déconstruire les stéréotypes de genre – tellement tenaces – et promouvoir des modèles non-discriminants. Depuis 2008, le service de l'Agenda 21 organise chaque année des campagnes de sensibilisation, autour de thèmes aussi importants que la représentation politique, les inégalités dans la sphère professionnelle, la discrimination des femmes dans la sphère culturelle ou les violences sexuelles et sexistes. Le service accompagne et soutient également, ponctuellement ou sur le long terme, plusieurs associations féminines et féministes (F-Information, Au Cœur des Grottes, Slutwalk, SOS Femmes, etc.) et assure une veille active pour appréhender de manière optimale les besoins du terrain et des associations.

La lutte continue

Malgré des avancées certaines, la lutte contre les discriminations en raison du genre est loin d'être achevée. Les stéréotypes et les hiérarchies sont si profondément ancrés qu'il faut agir sur tous les fronts simultanément. Surtout, il m'apparait essentiel de ne jamais se satisfaire de ce que l'on obtient. Les progrès ne sont pas inéluctables et nous ne sommes pas à l'abri de terribles régressions. La situation actuelle en Pologne ou aux États-Unis nous le démontre malheureusement.

Il s'agit donc de renouveler sans cesse les manières de lutter, en articulant notamment les discriminations de genre avec d'autres formes de ségrégation. Il faut inscrire aussi dans la durée les nouvelles manières de faire pour que ces luttes se poursuivent à l'avenir. Et se fixer, toujours, de nouveaux objectifs. Le prochain pour la Ville de Genève ? Introduire dès 2018 dans le budget municipal une approche genrée, permettant de déterminer à qui bénéficient les prestations municipales. Et rectifier le tir en cas de discrimination manifeste.

La lutte continue donc. Avec la même conviction et la même envie de faire bouger les choses qu'en 2007.

LES ORIGINES DU FÉMINISME À GENÈVE

ISABELLE BRUNIER,
HISTORIENNE, DÉPUTÉE

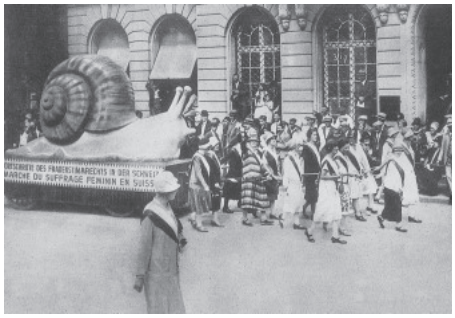
Ce n'est qu'au XIXe siècle que les premiers frémissements d'émancipation pour les femmes sont apparus dans notre canton. La première étape en a été l'accès à l'instruction, un préalable indispensable. Avec la Constitution radicale de 1847, les principes de la gratuité de l'enseignement primaire et de la laïcité à l'école sont posés. Dans la foulée, et la même année, le Grand Conseil vote la création de l'École supérieure de jeunes filles où, durant un cursus en trois ans, les élèves suivent l'enseignement de diverses matières utiles hormis le latin qui, à l'époque, était une condition d'entrée à l'Université. Il faut attendre 1872 pour que les jeunes femmes puissent accéder à l'Université et 1922 pour qu'elles puissent obtenir un certificat de maturité équivalent à celui des garçons.

Le temps des pionnières

Durant la deuxième moitié du XIXe siècle, on peut dire que le féminisme trouve son berceau dans l'apparition et l'existence de très nombreuses associations philanthropiques où des femmes s'activent pour lutter contre la pauvreté, la prostitution et l'alcoolisme. En 1893, la Suisse compte 5695 associations féminines dont 235 à Genève. Dès 1868, la Genevoise Marie Goegg-Pouchoulin crée l'Association internationale des femmes (AIF). Cette femme d'avant-garde, qui a rédigé de nombreux articles dans la revue *Solidarité*, fait figure de pionnière par ses idées féministes et pacifistes. Les militantes qui l'entourent, souvent issues des élites protestantes, allient l'action philanthropique et le combat pour l'égalité. En 1891, se crée à Genève l'Union des femmes qui revendique une amélioration de la situation économique et juridique des femmes plutôt que le droit de vote. En 1896, pendant l'Exposition nationale, se tient à Genève le premier Congrès des intérêts féminins. Mais malgré une organisation désormais nationale et la lutte menée, le nouveau Code civil suisse de 1907 ne change en rien la situation des femmes. Devant cet échec, en cette même année 1907, on fonde à Genève l'Association genevoise pour le suffrage féminin (suivie en 1909 de son équivalent suisse) et, dès 1912, l'une de ses membres, Émilie Gourd, lance le journal «Le Mouvement féministe» qui veut convaincre femmes et hommes de la nécessité du suffrage féminin ! Selon elle : «Le suffrage féminin est la clé de tout mouvement humanitaire, philanthropique ou social. Il nous le faut d'abord. Sans lui, nous ne pouvons rien».

Les hommes au front, les femmes s'émancipent

La Première Guerre mondiale, c'est un fait reconnu dans tous les pays belligérants ou impliqués, va obliger les femmes à prendre la place des hommes mobilisés et ainsi leur permettre de démontrer leurs capacités à gérer une situation de crise. La guerre exacerbe ainsi les revendications féministes : accession aux droits civiques, augmentation voire égalité des salaires. Mais une fois la guerre terminée, le monde aspire à la paix et au retour à la situation d'avant-guerre, ce qui signifie pour les femmes le retour au foyer... Six cantons suisses organisent cependant des votations sur le suffrage féminin (Neuchâtel en 1919, Bâle-Ville et Zurich en 1920, Glaris et Saint-Gall en 1921). À Genève, en 1921, lors du premier scrutin sur le sujet, 70 % des votants, exclusivement masculins, refusent ce droit. Ces refus ouvrent une période de désenchantement. Les revendications portent désormais plus sur la formation, le travail et les salaires des femmes.



Une lente mais inexorable avancée

En 1928, la première grande exposition sur le travail des femmes (SAFFA) à Berne rencontre un énorme succès. C'est là que les femmes exhibent l'escargot de plâtre symbolisant l'avancement du suffrage féminin ! La suite est un peu plus connue. À Genève, il fallut encore plusieurs scrutins pour aboutir, à la cinquième tentative (!), à l'obtention du droit de vote et d'éligibilité des femmes aux niveaux communal et cantonal en 1960. Sur bien des plans, le combat n'est toutefois toujours pas terminé !

Pour en savoir plus : ce texte est largement tiré de divers chapitres de *Les Femmes dans la mémoire de Genève*, sous la direction d'Erica Deuber Ziegler et Natalia Tikhonov, Genève, 2005.

Pour une journée des femmes chaque jour de l'année

L'UNION FAIT LE FÉMINISME

ENTRETIEN CAROLINE MARTI,
COLLABORATRICE POLITIQUE

Dans le cadre de ce numéro sur les féminismes, le comité de rédaction de Causes Communes a souhaité donner la parole à plusieurs figures féminines et féministes du Parti socialiste genevois, Ruth Dreifuss, Christiane Brunner, Liliane Maury Pasquier et Maria Bernasconi.

Recueillir leurs souvenirs, leurs expériences, leurs points de vue sur la représentation des femmes en politique, c'est reconnaître leur rôle prépondérant dans la lutte féministe. C'est aussi favoriser la transmission du flambeau et en entretenir la flamme. Parce que, comme le rappelle Maria Bernasconi, *en matière de lutte pour les droits des femmes, même au sein de la gauche, rien n'est jamais acquis.*

Rendez-vous est donc donné un matin ensoleillé de ce début de mois de février au Café Papon. Les lieux sont porteurs de symboles. Et celui-ci incarne les luttes féministes des socialistes genevoises. Dès 1991, à l'initiative de Christiane Brunner elles y organisent tous les dimanches des « permanences citoyennes ». *Une fois, on y a retrouvé près de 300 personnes!* se rappellent-elles.

On commence l'entretien en évoquant l'évolution de la représentation des femmes en politique et notamment aux chambres fédérales. Qu'est-ce qui a permis cette augmentation, certes lente, mais constante ? *La gauche!* s'exclame immédiatement Christiane Brunner. Son objectif, en adhérant au PS, était de faire quelque chose pour les femmes. *Et on y est arrivé* se réjouit-elle. Liliane Maury Pasquier tempère. *En matière de représentation féminine, on a atteint un plateau.* Elle souligne également que *parfois, notre électorat s'est montré plus féministe que nous. Lors de certaines élections le PS a reculé mais le nombre de femmes élues a augmenté.* Ruth Dreifuss rappelle que le déploiement des femmes en politique *n'est pas tombé du ciel.* C'est notamment le résultat d'un fort travail de mobilisation et d'une *vague d'espoir suscité autour de l'élection de Christiane en 1991 et de la Grève des femmes.*

Le féminisme comme combat

L'heure est à l'évocation des souvenirs. Ceux des combats menés entre amies. *On se retrouvait dans l'étude de Christiane et on planifiait des actions comme l'enterrement du patriarcat ou la course d'obstacle en poussettes sur la Treille* se remémorent Liliane Maury Pasquier et Maria Bernasconi, *c'était drôle!*

Alors, le début des années nonante : *l'âge d'or des socialistes genevoises?* leur demandais-je. *Il ne faut pas idéaliser le passé* précise Liliane Maury Pasquier. *Il y a eu des moments où ce n'était pas facile, des tensions ont pu apparaître, on était quand même en concurrence mais c'est vrai qu'on était une équipe bien soudée, unies dans un même objectif.* Maria Bernasconi évoque les listes femmes au Conseil national (en 1991, 1995 et 1999), *ça nous a beaucoup apporté en cohésion,* se rappelle-t-elle. *Et ça nous a permis de faire des campagnes telles que je les aime* renchérit Christiane Brunner, *plus marrantes, plus combattives.* Malheureusement, ensuite, cela a moins bien marché. L'envie de *casser la muraille était peut-être moins présente* remarque Ruth Dreifuss.

Du courage!

Si le plafond de verre existe toujours, Ruth Dreifuss constate qu'*il s'est déjà fissuré.* Toutefois, pour chaque femme qui souhaite le dépasser, cela implique de *se mettre au vu et au su de toutes et tous et de s'exposer aux critiques sur ses ambitions, sa féminité ou son manque de féminité, etc. et cela demande du courage!*

Toutes relèvent qu'après avoir dû *faire leurs preuves,* la présence des femmes en politique s'est aujourd'hui normalisée. *À l'époque, les femmes étaient plus isolées et donc l'envie de se retrouver et travailler ensemble au-delà des clivages partisans était plus forte* remarque Christiane Brunner. *On avait des combats à mener en commun* ajoute Ruth Dreifuss. *Puis, progressivement, les hommes se sont rendu compte que les revendications féministes permettaient une évolution sociale au bénéfice de tous.*

Le plaisir d'agir ensemble

Le sexisme en politique, elles l'ont toutes vécu et ont des exemples et anecdotes à livrer à la pelle. Condescendance, utilisation récurrente du «mademoiselle» ou d'appellations comme «ma petite», «ma belle» sous ces éléments de langage on retrouve une volonté d'instaurer un *réel rapport de supériorité qui fait barrage à la progression des femmes* relève Ruth Dreifuss. *Face à cela et en tant que pionnières, on doit encourager et permettre aux autres de s'épanouir dans le monde politique. On a réussi à ouvrir la porte, il faut contribuer à la garder ouverte et inviter les femmes à passer le seuil.* En matière de lutte contre le sexisme, *il n'y a pas de petits combats* assure Christiane Brunner. *Je suis contente de voir que certaines s'engagent pour dénoncer ces comportements.* Je leur confie ne pas toujours savoir comment réagir face aux remarques sexistes et regretter mon attitude attentiste. Elles se veulent rassurantes. *Au bout d'un moment, ça vient tout seul* me glisse Christiane Brunner. Maria Bernasconi reconnaît également avoir eu de la peine à réagir à ses débuts. La clé du succès selon elle : *s'y mettre à plusieurs et faire passer le message d'une manière positive.*

Le militantisme est une joie

Pour finir, je leur demande ce qu'elles souhaitent dire aux femmes des nouvelles générations pour les encourager à se «lancer» dans le combat politique ? *La politique, c'est passionnant et enrichissant* répondent-elles à l'unisson et avec enthousiasme. *On est là pour défendre des idées* ajoute Maria Bernasconi. *Tout le monde peut le faire. Les femmes n'ont pas de complexe à avoir.* Ruth Dreifuss, lance un appel à celles qui *aiment apprendre des choses, rencontrer des gens, se sentir vivre. On trouve tout ça en politique.* Christiane Brunner ajoute, *pour nous, pionnières, ce serait dramatique que le mouvement s'arrête, que le combat des femmes pour investir la politique ne perdure pas. On aurait l'impression d'avoir combattu une vie pour rien. On a bien travaillé, mais on s'est aussi beaucoup diverties. Des actions militant-e-s aux parties de cartes en marge des sessions parlementaires, finalement on ne garde que les bons moments et on oublie les mauvais.* Le plaisir de se retrouver entre amies et camarades de luttes est palpable, la flamme qui les a animées et unies durant des années de combats est encore vive et ne demande qu'à être transmise aux générations futures.

AVORTEMENT : AMÉLIA CHRISTINAT, LA VOIX D'UNE PIONNIÈRE

CHANTAL SAVIOZ,
JOURNALISTE

Amélia Christinat nous a quittés ce mois de septembre. Et depuis pas un jour ne passe sans nous ramener à elle et à son action en faveur du droit des femmes. Un livre à sa mémoire est en cours. Plus nécessaire que jamais dans la construction d'une mémoire pour les générations à venir.

Dans les années 70, les femmes revendiquaient de disposer de leurs corps, s'engageaient pour obtenir leurs droits civiques, réclamaient des lois et mettaient en place une société plus juste et égalitaire. Amélia Christinat comme d'autres Suissesses ont été les chevilles ouvrières du droit des femmes à disposer de leurs corps. C'est en 1978, six mois à peine après son intronisation en tant que Conseillère nationale, qu'Amélia Christinat lance une première initiative parlementaire concernant l'interruption de grossesse intitulée *Le régime du délai en Suisse.*

L'avortement relève du choix des femmes

La Genevoise est prête au combat. Elle livre d'ailleurs des interviews. Une photo d'elle paru dans *Le Journal du Jura* le 23 juin 1978 révèle une détermination de lionne. Les idées de 1968 l'ont touchée de plein fouet. La revendication féminine passe par la libre disposition de son corps, la contraception. *L'article 5 permettrait aux Cantons qui le désirent, ceux qui ont accepté la solution des délais en votation populaire de l'appliquer. Le droit fédéral, ainsi appliqué laisse la liberté aux cantons de choisir entre deux solutions,* explique-t-elle dans les colonnes du quotidien. Pourtant la militante socialiste sait bien que le combat se situe ailleurs. Il est la brèche par laquelle le contrôle moral peut le mieux se maintenir. Face au micro de la journaliste, elle lâche : *Le problème de l'avortement est un problème féminin qui ne concerne que les femmes. Ce sont elles qui devraient choisir et non les hommes.*

La journaliste Geneviève Aubry poursuit son article par un bref descriptif. *Le visage d'Amélia Christinat s'anime. Ses yeux roulent de tous côtés foudroyant les malheureux parlementaires qui traversent le couloir.* Une attitude qui finalement semble rassurer la journaliste qui conclut par un véritable credo à la passionaria. *Oui, elle saura défendre son idée et nous pouvons lui faire confiance. Elle ira jusqu'au bout.*

Les réactionnaires à l'attaque

Jusqu'au bout ? On connait la suite. Il faudra 30 ans de débats, pour que ce droit à l'avortement soit acquis en votation populaire le… 2 juin 2002. Et 40 ans plus tard, on reste saisi par cette liberté de ton d'une parlementaire. Car inexorablement, les mouvements pro-life gagnent du terrain. En Pologne où l'avortement est toujours considéré comme illégal, en France où 40 ans après la mise en place des lois Veil, des mouvements remettent en cause ce droit. En Italie, près de 70 % des gynécologues invoquent la clause de liberté de conscience et refusent de pratiquer l'IVG. La Suisse n'est pas épargnée, elle non plus. Le lobby des assurances s'est insurgé contre le fait de rembourser les IVG. Le peuple a été appelé aux urnes en 2014, et s'est définitivement prononcé pour le remboursement.

Le droit à l'avortement est contesté comme jamais depuis les années 60. N'oublions pas le décret signé par le nouveau président des États-Unis Donald Trump au lendemain de son investiture, visant à bloquer le financement d'ONG internationales soutenant l'avortement. N'oublions surtout pas les 3 millions de personnes – des femmes pour l'essentiel – descendues dans la rue le 21 janvier dernier, marquant la première mobilisation massive contre Trump.

Dans un tel contexte, les propos des pionnières et des pionniers résonnent comme des ovnis. Amélia Christinat commentait ainsi peu avant sa mort : *J'ai des doutes que cet acquis ne soit aujourd'hui sérieusement remis en cause.* Ce faisant, elle reprenait à son compte la voix de cette autre pionnière magnifique qu'a été Simone de Beauvoir.

RÉENCHANTER LE MONDE

VIRGINIE STUDEMANN,
FÉMINISTE

« Maman, c'est quoi une fellation ?»

Ma fille lit un bestseller pour ado qui raconte à cet instant un échange entre quatre amies autour d'un café. On pourrait y voir une forme de désacralisation de la sexualité, une liberté sexuelle prête à me ravir. Sauf que, j'ai beau feuilleter le livre, je ne vois aucune mention de cunnilingus ou de plaisir féminin.
De prime abord, on pourrait se dire que rien n'a changé : stéréotypes et domination masculine persistants. À se demander si la vague contestataire des années 70 n'a pas été qu'une parenthèse enchantée. Quand la fête est finie, on fait le ménage et on remet tout en place, comme avant. Et pourtant, ça a changé.

Toutes des Beyoncé Guevara ?

Ce qui a changé, c'est qu'après 30 ans de combat contre les publicités sexistes, on nous explique que la femme à moitié nue qui pose le pied de la vainqueure sur son aspirateur en brandissant fièrement le manche, c'est du féminisme. Elle domine l'objet, et joue sur les symboles phalliques. Beyoncé secouant ses seins en hurlant *Who run the world (the girls)*, entourée de danseuses parées du béret de Guevara et de porte-jarretelles, ce serait la modernité du féminisme afro-américain : c'est le *girl power*. Accessoirement, on me dira que je suis blanche et que le rapport à la sexualité est culturellement différent chez les noir-e-s. Quand le différentialisme flirte avec le sexisme et le racisme au mépris des réflexions sur l'intersectionalité et de l'histoire de l'*empowerment*.

Ce qui a changé, c'est qu'après la tendance à l'érotisation du social, on assiste à l'exploitation commerciale de tous les symboles de la contestation. Après l'image du Che pour vendre des cigares, l'*empowerment* féminin est devenu un argument de vente supplémentaire.

Ce qui a changé, c'est le *main stream* qui disqualifie systématiquement les voix (les voies) contestataires. Critiquer notre société est au mieux un luxe de doux rêveur. Être féministe, c'est devenu ringard, voire réac. Le féminisme serait devenu trop politiquement correct. Se rebeller, s'opposer aux courants bien-pensants, ce serait accepter la commercialisation, l'individuation, la domination. Les boubours (bourgeois bourrins) prennent le pouvoir.

Être ado dans tout cela ?

Dans un contexte de culture pornographique qui imprègne les produits culturels destinés aux jeunes, le constat est posé : hypersexualisation et sexualisation précoce, impliquant directement la définition identitaire des filles. Les conséquences sont multiples : augmentation des troubles alimentaires, banalisation des pratiques sexuelles à risque, vulnérabilisation des filles à l'égard des violences sexuelles. L'adolescence reste un moment fort de la construction de son identité et de son image corporelle sous la pression de l'appartenance au groupe. Les sexologues témoignent : *les filles, qui doivent se prêter à des fellations pour être admises dans le groupe. Elles ont eu toutes sortes de pratiques inimaginables (…) Pourquoi ? Elles me répondent tout bonnement : Pour faire* in.

Ma fille, comme tant d'autres, tente de se frayer un chemin. Elle rêve de tomber amoureuse. Elle est triste de ne pas être invitée à certaines soirées, se sent agressée dans la rue, entre les « t'es bonne » et « elles valent pas le coup ». Dans ce contexte, loin de vivre leur liberté sexuelle, ces filles se tiennent à l'écart et cultivent l'entre-soi. Un coup de canif de plus dans une mixité en voie de disparition. Quel choix ? En opposition au monde hypersexualisé, s'offre un monde conservateur et moralisateur. Je suis impressionnée par la présence de la religion chez ces adolescentes et l'ampleur des mouvements qui prône la virginité jusqu'au mariage. Loin du «ni pute ni soumise», force est de constater que la binarité est de mise. Quelle autre voie ?

La marche des femmes après l'investiture de Donald Trump a eu au moins un mérite : rappeler au monde que la question de l'égalité homme-femme est indissociable d'un modèle de domination de l'homme blanc et d'un système néo-libéral. Le féminisme est une chance pour chaque génération, l'occasion de réhabiliter l'*empowerment* dans toute sa dimension politique et collective, pour un autre monde. Le féminisme, en revendiquant le droit à ne pas répondre aux rôles sociaux stéréotypés, c'est construire sa propre liberté. Le féminisme comme réenchantement du monde.

L'HOMME NOUVEAU N'EST PAS CHE GUEVARA

ENTRETIEN JORGE GAJARDO

Maria Bernasconi a œuvré pendant trente ans à réaliser les objectifs de l'égalité entre hommes et femmes, d'abord dans sa commune de Lancy, puis au Grand Conseil genevois, dans les syndicats, au Service de l'égalité entre hommes et femmes du canton de Genève, au Parlement fédéral et aux Femmes socialistes suisses. En 2016, son ancienne collaboratrice parlementaire, Anne Payot lui a consacré un ouvrage à multiples voix, qui retrace son parcours féministe dans la politique suisse. Il nous sert de repère pour l'entretien qui suit.

Jorge Gajardo : Le livre que te consacre Anne Payot s'intitule *S'engager au féminin*. On lit dans ce titre que l'engagement ne va pas de soi, surtout pour une femme.

Maria Bernasconi : S'engager demande du temps. Or traditionnellement, la femme consacre son temps au ménage, à l'éducation des enfants, et plus récemment au travail. Élever des enfants, exercer un métier laissent peu de temps pour la politique. Des décennies de lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes n'ont pas suffi à changer fondamentalement l'organisation traditionnelle des tâches familiales. Pour être sur le front pendant plus de trente ans, j'ai pu compter sur le soutien de mon mari, et sur les encouragements de camarades comme Micheline Calmy-Rey ou Christiane Brunner, qui m'ont coachée. Toutes n'ont pas eu cette opportunité. J'ai énormément d'admiration pour des femmes comme Salima Moyard, qui mènent de front vie politique et vie familiale. L'égalité, ce n'est pas facile, mais il faut continuer de se battre. Quand on n'avance pas, on recule.

Tu t'es lancée dans la politique fédérale à l'époque de la Grève des femmes (1991). Quel bilan tirer de ces années couleur fuchsia ?

En matière de droits, la Grève des femmes du 14 juin 1991 a abouti, cinq ans plus tard, à l'adoption de la Loi fédérale sur l'égalité entre hommes et femmes, qui était au frigo depuis la votation du 14 juin 1981, quand le peuple avait accepté le nouvel article constitutionnel sur l'égalité entre femmes et hommes. La mobilisation avait été énorme. Depuis lors, elle a faibli, aussi bien au niveau des institutions que de la société civile. Des services cantonaux qui oeuvraient pour l'égalité ont été démantelés. Celui de Genève, on n'en entend plus parler. Et si l'égalité est inscrite dans les lois, dans les faits, elle est loin d'être une réalité. Ainsi, en Suisse, l'égalité salariale n'existe toujours pas. Les jobs les moins bien payés sont encore des métiers typiquement féminins comme, par exemple, les soins de beauté ou la santé. Le droit de vote au niveau fédéral est acquis depuis 1971, mais les femmes votent toujours moins que les hommes. On peut sans autre affirmer que l'essentiel des demandes historiques du 8 mars (droit de vote, droit au travail, fin des discriminations dans le monde du travail) est toujours d'actualité. En revanche, la commémoration de la Grève des femmes ne mobilise plus tellement. Aux manifestations des 14 juin, on croise toujours les mêmes visages. Je suis convaincue que l'affaiblissement des revendications historiques du mouvement féministe est lié au reflux des forces de gauche et à la montée de l'extrême droite. La stagnation et l'érosion des acquis sociaux de la deuxième moitié du XXe siècle a entraîné le retour en force de la droite conservatrice et une montée des mouvements populistes. Au lieu de renforcer les revendications collectives pour la justice sociale, la frustration des gens nourrit la peur de l'étranger-ère et des immigré-e-s, la sensation d'insécurité et l'individualisme. Les jeunes femmes d'aujourd'hui qui se revendiquent féministes se battent sur d'autres fronts, le harcèlement de rue, par exemple. Est-ce que l'avenir du féminisme est dans les Slutwalks ?

Le 14 juin et le 8 mars sont-elles des dates concurrentes ?

L'origine de la Journée internationale des femmes remonte aux initiatives de Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï, dans les congrès fondateurs de la Deuxième internationale socialiste. En Suisse, la Grève des femmes a été lancée en Suisse dix après la votation de l'article constitutionnel, par des femmes socialistes et syndicalistes. Christiane Brunner en a été l'initiatrice. Les revendications féministes sont profondément ancrées dans l'ADN socialiste. Elles l'ont nourri. Pour les socialistes, la justice sociale n'est pas réalisée si la moitié de l'humanité est discriminée. Mais commémorer n'est pas assez. Il faut réfléchir à de nouveaux moyens pour mobiliser les masses, et notamment les nouvelles générations.

Quel regard portes-tu sur la situation des femmes dans notre parti ?

Le Parti socialiste a porté de nombreuses causes féministes, notamment celle de la présence des femmes dans les organes politiques. Les premières élues dans les parlements suisses étaient des socialistes. L'article constitutionnel sur l'égalité entre les hommes et les femmes de 1981 a aussi été porté par le parti. Aujourd'hui encore, le PS est l'un des seuls partis qui applique une politique de quotas pour toutes les élections, tant à l'interne qu'à l'externe. Je crois fermement aux quotas. C'est une mesure transitoire indispensable pour promouvoir l'égalité dans le monde politique et économique. Grâce à ces mesures, les socialistes disposent du plus grand vivier d'élues au niveau du pays. Pour moi, il est important que les femmes et les hommes socialistes aient les mêmes chances d'arriver à des postes-clés. Pour autant, même au sein de la gauche, des traces tenaces de patriarcat persistent encore. Certain-e-s camarades, qui la voient comme un sujet dépassé, ne veulent pas trop défendre cette cause de crainte qu'elle nuise à la popularité du parti. En 2016, un homme a succédé à un homme à la tête de la députation socialiste aux chambres fédérales, alors qu'une femme compétente était également candidate. Voilà qui démontre que l'égalité a encore du chemin à faire dans notre parti. Cette année, si Ursula Wyss n'a pas été élue à la présidence de la ville de Berne, c'est en grande partie parce qu'elle est une femme. On lui a reproché son ambition, alors que, chez un homme, l'ambition passe pour une qualité. Aussi bien dans le parti que dans le reste de la société, le changement culturel de l'égalité entre hommes et femmes prend du temps, mais il ne faut rien lâcher si on veut que le combat pour l'égalité reste à l'agenda.

Tu as mentionné le rôle des syndicats dans la Grève des femmes. Ne crois-tu pas que le mouvement syndical est mieux outillé pour porter dans la société les revendications historiques du féminisme socialiste ?

Je ne le crois pas. Il est vrai que l'égalité salariale et les conditions de travail des femmes, l'assurance maternité et les assurances sociales sont des thèmes typiquement syndicaux. Le parti a cependant toujours défendu ces revendications, tout en faisant une place particulière à la promotion des femmes en politique et dans les médias. Davantage que les syndicats, le parti recherche les consensus politiques et les fronts larges. En tant que socialiste, j'ai défendu les 14 semaines de l'assurance maternité fédérale au côté d'élues du Parti démocrate-chrétien et du Parti radical. L'extrême-gauche, à travers les syndicats, voulait refuser ce compromis, en revendiquant 16 ou 20 semaines. Je suis favorable aux avancées par petits pas. Je ne crois pas à la révolution. Le capitalisme n'est pas un système favorable aux femmes, mais on ne peut pas l'abolir maintenant. Par contre, on peut revendiquer une plus grande démocratie dans le monde économique, ce qui profiterait également aux femmes et serait plus facilement réalisable.

J'ai trouvé cette citation de Marianne Frischknecht, la fondatrice du Service genevois pour la promotion de l'égalité, dans *S'engager au féminin* : *Les syndicats patronaux m'ont souvent répété que les avancées féministes sont favorisées par la bonne conjoncture et le soutien de l'économie*. Faut-il donc que le capitalisme ne connaisse pas la crise pour que le féminisme avance ?

S'il était si facile de faire avancer les revendications féministes quand l'économie se porte bien, cela se saurait. L'inverse est quand même vrai. Quand la conjoncture décline, les femmes sont les premières qu'on renvoie à la maison ou cantonne dans des boulots accessoires. Mais le problème de fond est que les femmes ne sont toujours pas perçues comme des moteurs économiques. En ce moment, en Suisse, il est question de limiter l'immigration. Pour compenser la perte de main d'oeuvre étrangère, le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman prétend encourager la formation des femmes et leur intégration dans le marché du travail, mais lui viendrait-il à l'esprit de donner des moyens pour que les femmes, et aussi les hommes, puissent mieux concilier les vies professionnelle et familiale ? En Suisse, l'égalité n'avancera pas tant que les femmes assumeront le gros des tâches ménagères et l'essentiel de l'éducation des enfants (toutes des tâches non rémunérées), tant qu'il n'y aura pas assez de structures de garde pour les enfants et une meilleure distribution du travail rémunéré et non rémunéré. L'homme nouveau n'est pas le baroudeur incarné par Che Guevara, mais celui qui s'occupera à égalité des tâches éducatives et ménagères. Cet homme-là est encore loin d'être majoritaire. Comme les femmes, les hommes sont également victimes du système dominant. Il ne les encourage pas à revendiquer leur droit au travail à temps partiel ou à rester à la maison quand l'enfant est malade par exemple. Ils craignent, malheureusement souvent à raison, de devoir sortir du marché du travail. Une femme qui revendique le temps partiel pour s'occuper des enfants, ça paraît normal. Si un homme demande la même chose, on soupçonnera qu'il n'aime pas son métier, qu'il ne veut pas faire carrière, qu'il n'est pas un vrai homme. Tant que le système Suisse continuera à relativement bien fonctionner ; tant que les gens vivront dans un certain confort, il sera difficile de les mobiliser pour revendiquer des changements plus radicaux, comme la diminution du temps de travail, favorisant l'égalité entre travail rémunéré et non rémunéré.

Ton parcours politique témoigne de ta foi dans les institutions, les parlements, les gouvernements. Ne crois-tu pas qu'à force de petits pas on a touché le plafond du consensus, et pendant ce temps, que la gauche a perdu le lien avec sa base sociale ?

C'est une discussion qui anime aussi les milieux féministes depuis longtemps. Personnellement, je trouve que notre système démocratique fonctionne bien. Il est possible de changer des choses depuis l'intérieur. C'est dans les parlements qu'on fait les lois. C'est donc bien au parlement qu'il faut se mouiller. L'anarchie ou la dictature n'ont encore jamais fait avancer les causes profitant à une majorité de la population. Certes, il y a moins de cinquante ans, les féministes suisses n'étaient pas représentées dans les organes du pouvoir, mais dans la rue. Leur combat nous a donné de la force et nous a permis d'être là où nous sommes aujourd'hui, dans les parlements et les gouvernements. Mais il est évident que la société civile féministe doit rester mobilisée (ou se re-mobiliser) et se régénérer, si on veut continuer la lutte pour une réelle égalité, dans les faits. À mon avis, c'est dans les associations et les partis que les nouvelles générations de féministes doivent se former, pour que cette cause indispensable à la réalisation de la justice sociale avance.

À lire: Anne Payot ; Maria Bernasconi. *S'engager au féminin*, Genève, Slatkine, 2016, 138 pages.

AURÉLIE FRIEDLI : AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ

ENTRETIEN PATRICIA VATRÉ

Rencontre avec Aurélie Friedli, présidente du Groupe Egalité du PSG à l'orée de la campagne cantonale pour le Grand Conseil et le Conseil d'Etat où les femmes joueront un rôle déterminant.

Patricia Vatré : Comment souhaites-tu te présenter ?

Aurélie Friedli : J'ai 26 ans, étudiante en Droit et Sociologie, actuellement je fini mon master, et en parallèle j'en commence un autre. Je suis conseillère municipale à Bernex où j'ai grandi. J'ai toujours été sûre d'être de gauche, mais vers 16/17 ans, la nature et l'écologie étant ma priorité, j'étais entrée chez les Verts. J'aime dire que j'ai toujours été une pastèque : verte dehors et d'un rouge intense à l'intérieur. Mais je ne me retrouvais pas dans leur manière de défendre la partie sociale, essentielle à mes yeux. J'ai aussi fait un passage en politique universitaire, en m'impliquant dans le conseil participatif. Puis ma section m'a abordée « Viens voir comment ça se passe chez nous. » C'était il y a 4 ans. Je me suis engagée au Parti socialiste lors de la campagne pour Anne Emery Torracinta. Assez vite, je suis allée à une assemblée générale des Femmes Socialiste Suisses. Là, j'ai constaté que j'étais la seule Genevoise, je me suis dit qu'il y avait un truc qui n'allait pas. C'est ce qui a précipité mon engagement au Groupe Egalité du canton, dont je suis devenue la présidente en 2016.

On entend beaucoup dire que les femmes « n'osent » pas s'engager, qu'en a-t-il été pour toi ?

Nous avons l'habitude de débattre en famille de manière assez intense. Alors le passage à l'action politique m'a paru naturel. Mon frère m'a rejointe. J'avais ouvert la voie, mais on a été élus au même moment, du coup cela a pris une place importante entre nous. On peut échanger, réfléchir ensemble, on est moins seuls. Je ne suis pas du tout dans le moule. J'ai toujours besoin de comprendre quel est l'impact d'une loi sur la population, c'est hyper enrichissant. Je suis très contente d'avoir osé faire ce choix. Osé dire : « Arrêtez avec mon âge !! » et défendre haut et clair que, moi, ce que je veux c'est autant m'engager qu'être heureuse, m'épanouir.

Outre ton engagement politique, tes études, et ta vie privée bien-sûr, y a-t-il d'autres domaines qui participent à ton bel équilibre ?

La musique tient aussi une place importante dans ma vie. Je joue de la clarinette dans une harmonie et un groupe folklorique. Le port d'un costume historique y est de rigueur: militaire masculin dans l'un et robe folklorique dans l'autre. Joli clin d'oeil à l'égalité. Nous faisons tous de la musique chez moi, et quand j'ai arrêté le conservatoire, j'ai réalisé qu'avec mes études je risquais de ne plus jouer. Alors j'ai rejoint l'harmonie parce que mon père y était, ça compte beaucoup pour moi. Tout comme la Musique de Bernex pour l'encrage dans mon terreau. C'est une fierté de porter le costume de ma commune.

Ce numéro de Causes Communes est consacré aux féminismes, quelle est la source du tien ?

Je viens d'une famille de féministes, mes deux grand-mères exerçaient une profession, infirmière et concierge. Ma maman menait de front une double carrière et des engagements multiples, et les tâches domestiques c'était plutôt mon papa. Je suis l'aînée, ma soeur et mon frère ont également bénéficié de ces modèles. Chacun-e à notre façon. Mon copain, Simon, bien qu'il considère que ce monde politique est un panier de crabes, me soutient au quotidien. Il a notamment accepté d'attendre avec moi que l'on trouve un endroit où vivre en amoureux qui soit situé sur ma commune pour que je n'aie pas à démissionner du conseil municipal.

Est-ce que tu considères qu'être une femme a déterminé tes choix de vie, ton engagement politique entre autres ?

Ça n'a pas directement joué, je pense. Les causes que je voulais défendre sont plus globalement liées aux inégalités, à mon parcours personnel. Le féminisme était et reste un truc de tous les jours. Être libre d'être soi, de vivre librement selon mes aspirations, de m'engager par conviction et non pas pour augmenter les quotas. Tout comme le développement durable, le féminisme est transversal. Il est important de rappeler que nous ne sommes pas une minorité. Plus jeune, j'étais très très en colère envers les femmes qui se conformaient, qui faisaient le choix de rester à la maison pour élever les enfants. Cette colère, je ne l'ai plus du tout. Je me suis rendu compte que ce qui importe réellement, c'est que ce soit véritablement un choix libre.

Dans ton nouveau rôle de présidente du Groupe Egalité, qu´as-tu pu observer ?

Il est intéressant de mesurer combien il reste de vastes territoires à explorer, à conquérir. Au sein du groupe, il existe différents courants de pensées, style de combats et approches, donc de buts poursuivis. Jusqu´ici, on a toujours trouvé une ligne où tout le monde se retrouve, grâce à une écoute suffisamment grande pour s´entendre. Et je me réjouis de cela, nous sommes entrain d´organiser de belles choses.

Quelles sont, à ton avis, les raisons de la rareté des candidatures féminines, à mesure que l´on va vers des mandats majeurs ?

Il y a encore peu de femmes engagées de références, et celles qui le sont peuvent sembler lointaines, impressionnantes, iconiques. Il est rare de les côtoyer au quotidien, de voir comment elles font pour tout assumer de front et de pouvoir échanger avec elles. Personnellement, ce qui m´a poussée, donné confiance en moi et l´élan pour m´engager, ce sont, bien qu´elles ne soient pas des élues, les femmes de ma famille. Des femmes engagées qui assumaient de nombreux rôles. Les grandes figures historiques ou celles représentées dans la Littérature peuvent certes, inspirer, mais ne suffisent pas. Peut-être parce qu´on ne les découvre pas assez tôt dans l´enfance; pour moi, par exemple, ça a été bien après mon propre engagement.

Et puis, vu de l´extérieur, le monde politique reste un milieu très masculin. Il se peut aussi que se risquer à passer à l´échelon cantonal, hors de sa commune et de son réseau, impressionne encore. La charge est aussi plus conséquente. On sent des réticences à faire ce bond en avant, tant pour les femmes que pour les hommes d´ailleurs. C´est une dynamique que je constate et qui me surprend parce que moi j´irais, tu vois.

Au Groupe Égalité, la mission d´encourager nos camarades femmes ?

Cette question de l´encouragement à leur donner pour qu´elles se portent candidates, et cet enjeu de maintenir une parité heureuse me préoccupent beaucoup. Bien sûr, nous y travaillons au Groupe Egalité. Bien que je considère que cela relève d´une responsabilité collective portée par tout le parti. L´urgence et l´ampleur de cette mission nous occupent à plein temps. Je pensais plutôt me consacrer à des réflexions de fond sur le long terme. Cela viendra. Mais c´est intéressant, je ne cesse de me demander quoi leur dire pour les motiver.

Qu´envisages-tu pour faire souffler le vent du changement au sein du PSG ?

Pour que le Groupe Égalité devienne une force de proposition, il faut qu´il y ait plus de jeunes qui s´y impliquent. Jacques, Younis et moi avons moins de 30 ans, la moyenne d´âge est de 45 / 50 ans. Nous nous sommes réunis toutes les 2 semaines pour revoir tout le programme. On va le porter durant toute une législature, alors il fallait absolument le visiter dans son entier sur la question de l´égalité. C´est important.

Nous organisons une soirée de l´Engagement qui aura lieu le 21 février 2017. Anne Emery Torracinta, Micheline Calmy Rey, Laurence Fehlman Rielle et Lydia Schneider Hausser seront présentes pour partager leurs expériences, parler de leur engagement politique et dialoguer.
Je me réjouis qu cette rencontre soit possible. J´espère que les camarades viendront nombreux-ses!

Je souhaite aussi instaurer et promouvoir, à l´instar d´autres cantons, le marrainage entre femmes, ou mixte, un soutien actif qui incite à se lancer. Nous allons rédiger quelque chose là-dessus, de plus concret. Je suis très pragmatique, je pense qu´il faut poursuivre des réflexions sur les différents féminismes, sans en élire un plus qu´un autre.

De quoi rêves-tu pour la société et pour la suite de ton chemin de vie ?

Que les femmes puissent réellement faire des choix libres. Vivre sans se soucier de leur image, ni craindre le jugement d´autrui ou d´elles-mêmes, ni de se tromper parfois. J´ai vécu un rude échec personnel, je me suis relevée et depuis je me suis pas mal affranchie de l´auto dénigrement.
J´aimerais avancer sur cette voie, tant pour mes choix professionnels ou privés, que dans mon rapport à mon apparence. Parvenir à ne pas perdre de vue le bon moment pour vivre et accueillir le hasard. Je ne suis pas encore sûre de vouloir faire carrière en politique. Je voudrais concilier l´intime – musique, vie privée, continuer à étudier, voyager – et l´engagement toujours, sans me priver de réinventer ma vie en chemin.

LE MOT DE L'ANCIENNE PRÉSIDENTE DU GROUPE ÉGALITÉ

BERNADETTE GASPOZ

Avoir servi le parti comme présidente du groupe Égalité entre femmes et hommes pendant quatre ans (2012-2016) a été un plaisir et une frustration.

Un plaisir parce que collectivement avec mes camarades j'ai pu participer à la défense d'une cause qui me tient à cœur, celle d'un féminisme en lien avec la réalité. L'Égalité au Parti Socialiste fait partie de notre ADN. Historiquement le Groupe Femmes puis Égalité s'est constitué pour donner une visibilité aux femmes, un coup de pouce à leur représentation dans les campagnes électorales, un entre-soi femmes pour penser leurs problématiques spécifiques. Aujourd'hui la mixité est devenue une évidence. Au début de ma présidence il m'a paru important d'avoir une orientation idéologique féministe claire pour être en cohérence avec nos actions. Nous nous sommes défini-e-s comme féministes constructivistes (les rôles des femmes et des hommes dans la société sont le produit d'une histoire et non pas d'un déterminisme biologique) et non pas différencialistes (lesquelles non seulement valorisent mais revendiquent les spécificités soi-disant féminines). Cette réflexion a conduit à la refonte du règlement du Groupe, puis à une modification des statuts du Parti. Les objectifs en ont été définis ainsi : *le groupe milite à court terme pour faire de l'égalité de droit une égalité de fait entre femmes et hommes, à moyen terme, pour déconstruire les stéréotypes de genre, à long terme pour une société sans référence sexuée.*

Une frustration car la conscience de la transversalité de la dimension genre n'existe pas encore au sein du Parti ; c'est un impensé. L'égalité entre femmes hommes, (on ne parle pas de genre), est un point parmi d'autres dans le programme. Ce déni a d'ailleurs donné lieu à une campagne publicitaire caricaturale en matière de communication sexiste aux élections du Grand Conseil en 2013 ! Depuis, le COPIL s'est ouvert à la présidente du Groupe Egalité comme la COOSEC. Paradoxalement, c'est dans différentes instances à l'extérieur du Parti que j'ai réellement fait avancer la cause et la visibilité du Parti. J'ai ressenti de la part de mes partenaires le respect dû à l'appartenance à un parti auréolé pour ses combats féministes et, de fait, mes interventions, mes propositions, mon expertise ont été prises en compte.

Il reste encore bien du travail à accomplir pour promouvoir l'égalité, lutter contre les discriminations de genre, éviter les régressions, mais aussi pour déconstruire les genres. Il faudra modifier les mentalités pour arriver au partage des tâches au sein du couple – nœud gordien de la résistance – et permettre une meilleure articulation entre vie familiale et professionnelle...voire politique. Partage des tâches qui passera inévitablement par un congé parental, afin d'éviter l'assignation des seules femmes au rôle de ménagère, par une augmentation des places de crèches, le développement du parascolaire et du périscolaire. Il faudra poursuivre la lutte contre les inégalités salariales par des sanctions, mais aussi par une politique volontariste pour une mixité des métiers donc de la formation professionnelle et par conséquent la déconstruction des stéréotypes de genre dès la plus tendre enfance. Le partage des tâches dans le cadre du couple évitera la pauvreté à la retraite et conditionnera une meilleure répartition de la garde des enfants au moment du divorce, avec moins de familles monoparentales dirigées par une femme. Il faudra que les collectivités publiques pensent chaque politique en fonction du genre avec une redistribution plus équitable des finances publiques.

La route est encore longue pour que naitre fille ou garçon ne détermine plus ses choix de vie et pour voir l'obsolescence programmée du Groupe Égalité entre femmes et hommes advenir.

BOUCHE COUSUE ET POINT DU MARI ?

COLINE DE SENARCLENS,
MILITANTE FÉMINISTE, ESSAYISTE

En 2017, alors que l'égalité est inscrite dans la loi depuis 30 ans, les inégalités persistent et collent à notre société tel le mazout sur les plumes légères de l'oiseau qui ne peut prendre son envol. Le sexisme englue les femmes et les alourdit, les freine et les retient. Le travail des féministes et de leurs allié-e-s n'est pas suffisant. Pourquoi ?

Un élément de réponse incontournable : les violences sexistes. Toujours minimisées, parfois niées, tantôt justifiées par le comportement des femmes elles-mêmes, elles structurent notre société tant et si bien qu'elles semblent aujourd'hui normales, naturelles, inévitables. Et ce seraient aux femmes elles-mêmes de s'en protéger… en acceptant de se plier aux exigences du patriarcat.

Reste chez toi

Les espaces publics sont violents. Une étude récente montre que 75% des femmes se sont déjà fait harceler dans la rue à Lausanne. Une autre étude montre que 100% (100%!!!) des femmes ont déjà subi du harcèlement dans les transports publics à Paris. Il est donc fondamental d'inscrire ces questions dans notre action politique. Ces violences se croisent avec des violences racistes et homo-transphobes, car les femmes sont aussi marquées par les différences raciales et LGBT.

Occupe-toi de tes enfants

Le monde du travail est largement hostile aux femmes. En plus des violences économiques qu'elles y subissent (20% de salaires en moins pour les femmes, c'est quand même 1000 CHF sur un salaire de 5000 CHF, ça arrondit drôlement les fins de mois), des études[1] montrent que le sexisme ordinaire y côtoie le harcèlement et qu'il est extrêmement difficile pour les victimes d'obtenir justice sans être contraintes de quitter leur poste. Dans ces conditions, faire carrière revient parfois à un parcours de combattante. Souvent les femmes renoncent, se contentent de postes modestes ou quittent simplement le marché du travail. *Devenir parents, devenir inégaux*[2], l'arrivée des enfants structure également les rapports au travail, car l'espace de travail est pensé pour des hommes dont les femmes s'occupent des enfants. En politique, le sexisme est également omniprésent, en Suisse comme ailleurs. Il explique facilement la faible représentation des femmes (25% dans les parlements cantonaux pour 32% au Conseil national).

Laisse-nous décider pour toi

Ces violences, nous les vivons parce que nous sommes des femmes. Comme les violences médicales et gynécologiques que nous vivons quand un médecin décide que nous ne faisons pas le bon poids, n'avons pas les bonnes pratiques sexuelles, ne devrions pas envisager l'avortement ou le port d'un stérilet. Celles que vivent de nombreuses femmes quand elles ne sont pas écoutées par leur toubib alors qu'elles souffrent d'endométriose, cette maladie qui a été longtemps niée « parce qu'il est normal de souffrir quand on a ses règles ». Ces mêmes violences que subissent les femmes qui ne souhaitent pas allaiter, ou qui souhaitent allaiter en public ou longtemps. Celles à qui on impose d'accoucher sur le dos, position reconnue comme la plus douloureuse et la plus passive. Celles qui, durant un coma ou une anesthésie générale, ont subi des touchers vaginaux par des étudiant-e-s en médecine que leur prof enjoignait à pratiquer sans le consentement de la patiente. Et celles enfin qui ont subi *Le point du mari* une épisiotomie recousue un peu plus serré occasionnant des douleurs durant le coït et foutant littéralement en l'air la vie sexuelle des femmes, mais qui *donne plus de plaisir au partenaire*.

Donc, on se bouge, collectivement

Le tableau est sinistre. Et on reproche parfois aux féministes d'être dramatiques ? Mais il ne faut pas tirer sur la messagère. C'est justement pour cela que les féministes se bougent pour que ça change. La création des *Slutwalks* pour dire stop à la culpabilisation des victimes de viol, et qui fédèrent les femmes pour leur permettre de témoigner, la visibilisation depuis peu du harcèlement de rue, et la création de la page *Paie ta shnek*, suivie de près par *Paie ta blouse* (dénonçant le harcèlement dans le monde médical), *Paie ta robe* (dans le monde du droit), *Paie ta police*, etc., montre que le silence et l'acceptation ne sont plus de mise. Et dans une société qui a passé sous silence ces violences pendant trop longtemps, c'est une très bonne nouvelle.

1 http://www.unige.ch/rectorat/egalite/ancrage/egalite-professionnelle/
2 https://www.lives-nccr.ch/fr/actualite/devenir-parents-cest-devenir-inegaux-conclut-longue-recherche-interdisciplinaire-n2147

LA PAROLE DES SUBALTERNES

IULIA HASDEU,
ANTHROPOLOGUE, CHERCHEUSE HETS –GE

En 1994, Kimberlé Crenshaw, une juriste féministe noire-américaine, faisant écho à toute une génération d'intellectuelles de couleur états-uniennes, proposa de parler des discriminations multiples subies par les femmes issues des minorités pauvres et racialisées. Cette multiplicité des discriminations n'est pas une somme, disait Crenshaw en regardant les femmes noires victimes de violences domestiques, c'est un système d'imbrications dans des rapports co-extensifs, c'est l'intersection de la classe, de la race et du genre. C'est toutefois l'idée de cumul dans le système de domination qui a fait carrière. Je vais discuter ici une situation concrète et montrer les limites de l'intersectionnalité comme cumul de discriminations. Je vais également proposer une lecture alternative pour dépasser cette vision.

L'histoire de C.

En 1984, un oncle travaillant à Istanbul dans un service communal revient au village pour dire à C. qu'un ami recrute du personnel domestique pour travailler chez des Turcs riches installés à Genève. C. a 16 ans, mais en faisant son passeport, elle prétendra avoir 18 ans. Elle travaillera dans le ménage d'un couple de diplomates pendant 9 ans, 12 à 14 h par jour, six jours et demi par semaine, sans vacances, privée de son passeport, sans assurance maladie et pour 500 francs par mois (desquels seront déduits des frais pour logement et nourriture). Enceinte, elle sera obligée par sa patronne d'avorter dans une clinique privée. Le coût de l'intervention lui sera déduit de ses prochains salaires. Tombée une nouvelle fois enceinte, sa patronne lui permet de garder l'enfant et lui allège son emploi du temps. C. ne travaillera plus que 10h par jour. C. accouche de sa fille et peine à s'en occuper. L'année suivante, son deuxième enfant, un garçon, décédera à l'âge de 4 mois, après des lourds mois d'hospitalisation, victime de maladies congénitales, que C. met sur le compte du travail épuisant pendant la grossesse. Grâce aux conseils d'un avocat connu de son mari, C. réussit à récupérer son passeport sous peine de plainte pour mauvais traitement et quitte enfin la maison de ses employeurs. Aujourd'hui, C. parle peu le français, se considère chanceuse d'avoir obtenu un permis C et de travailler dans un EMS, où l'on est gentil avec elle. Dans nos conversations, j'ai appris que, quand il pleut, C. prend la voiture pour accompagner ses deux enfants à l'école (située à 10 minutes à pied) et qu'elle ne laisse sa fille de 25 ans faire aucun travail domestique dans la maison. *Ma fille fait des études à l'Université, elle ne doit pas avoir les mêmes mains dures que moi.* Elle me prend la main pour que je sente la peau dure et la corne de ses doigts. *Pour mes enfants, je ferais n'importe quoi, tu le sais?* me dit-elle encore avec émoi.

Une lecture féministe

Ma première lecture féministe de ce témoignage est le résultat d'une application du concept d'intersectionnalité, plutôt en termes de cumul de rapports d'oppression. Selon, cette lecture, on considère que C. est prisonnière d'un dispositif de servitude patriarcale, qui combine sa socialisation traditionnelle en termes de genre avec l'oppression de classe sociale et la situation de migrante à statut semi-légal, privée de droits fondamentaux à l'intérieur d'un Etat qui ferme les yeux sur les conditions de travail des plus démuni-e-s.

Mais considérons maintenons l'agir de cette femme. D'abord en tant que jeune fille, à ses 16 ans, elle décide de partir de sa maison villageoise qu'elle n'avait jamais quittée en mentant sur son âge. Cette action montre une forte volonté d'échapper à un destin tracé d'avance par le mariage coutumier au village. Ensuite, C. trouve la voie de la désobéissance face à des patrons despotiques. Agir sur son corps : elle retombe enceinte après un avortement forcé. C'est bien la mort de son deuxième enfant qui a sauvé C. de l'enfer de l'oppression. C'est ce déclic qui la rend consciente que trop c'est trop, qu'elle doit chercher à faire valoir des droits. Elle voit un avocat. Par l'attitude surprotectrice qu'elle a envers ses enfants aujourd'hui, elle leur montre de la reconnaissance pour l'avoir sauvée de cet enfer. Elle se rend indispensable en obtenant à son tour leur reconnaissance. Ainsi, l'appartenance solidifiée à la famille nucléaire compense pour C. les

frustrations, la détresse et la solitude de ces années de jeunesse. Enfin, son geste du toucher pour attirer l'attention sur ses mains, apporte une preuve matérielle de ce parcours. Il signifie à la fois fierté et demande de reconnaissance envers moi.

Les subalternes peuvent-elles parler?

Les deux lectures sont, certes, complémentaires. Mais j'ajouterais aussi, indispensables l'une à l'autre. Plus encore, rester dans la première lecture uniquement me mettrait dans la posture de la féministe européenne, éduquée, contrôlant ses choix et son corps implicitement condescendante envers son interlocutrice. Or, c'est bien la deuxième lecture qui met à mal cette posture. Elle met en avant la reconnaissance demandée par C., sa posture de sujet. Elle rappelle que subordination n'est pas soumission et qu'en tant que femmes, moi et elle, nous pouvons envisager une forme de sororité, de relation horizontale. C'est dans ce sens que la question célèbre : *les subalternes peuvent-elles parler?* posée par la féministe américaine d'origine indienne Gayatri Spivak, n'est pas simplement rhétorique. Avec C. on y répond! C. parle par son corps fatigué et enceint, par son avortement, par ses larmes en évoquant l'enfant décédé, par ses mains, et par la mise en récit de sa vie.

Ecouter, décoloniser nos lectures

Sans écouter cette parole, on continuerait de s'ériger en féministes en allant au secours des *femmes d'ailleurs* opprimées tout en pratiquant notre suprématie blanche de classe moyenne.
On peut dire que l'intersectionnalité est plutôt à considérer comme un système de vases communicants qui tient compte de la nécessité de décoloniser nos lectures sociologiques, en laissant la place à la parole des subalternes, à savoir aux réalités vécues par les femmes venant d'autres horizons sociaux et culturels, à leurs compétences différentes et à leurs modes spécifiques d'être autonomes.

Au début de ma carrière politique en tant que militante et élue on m'a souvent fait comprendre par des remarques alambiquées et faussement bienveillantes que je ne comprenais pas les enjeux politiques. Il a fallu apprendre à ne pas se faire couper la parole, à ne pas se faire intimider par des *poids lourds* des différents partis et à insister sur une mise au vote. Parfois d'une manière trop virulente, je le concède, mais toujours avec une pointe d'humour.

Maria Vittoria Romano,
conseillère municipale

Un groupe d'hommes se tient en cercle dans le couloir, à côté d'une grande table où est servi le café. Le congrès touche à sa fin. Une femme rejoint le cercle fermé. Plusieurs idées circulent, l'un parle de manière agitée, l'autre se résigne, son voisin s'exprime d'une voix forte pour afficher un semblant d'autorité. La mésentente est bien la preuve que le débat est vivant, que tout est encore possible. A ce moment-là, un silence s'empare du lieu. La femme s'exprime. Celui d'en face lui répond *Quel beau sourire!*, l'autre enchaîne *C'est parce que tu es jolie que tu as été si bien élue*. A cet instant précis, certains diraient qu'il faudrait poursuivre son idée imperturbable et stoïque. D'autres diraient qu'il faudrait renverser la situation par un sourire plus grand encore. Ou alors lancer un missile, un mot tranchant, un regard bleu très noir. Il n'en demeure pas moins que la seule réponse possible est celle de la présence, celle qui élève et affirme haut et fort l'être en tant que sujet.

Christina Kitsos,
Conseillère municipale

INTERSECTIONNALITÉ DES LUTTES

DALYA MITRI

Cet article propose de présenter le féminisme intersectionnel, théorie qui a connu un succès grandissant ces dernières années. Après une courte définition du concept et de ses limites, nous verrons, à travers des exemples récents comment se manifeste ce féminisme, et pourquoi il est intéressant pour les mouvements et partis de gauche de prendre en compte cette approche.

Le féminisme intersectionnel, ou intersectionnalité, est une théorie qui explique les modes spécifiques de discrimination à multiples niveaux (race, couleur, origine, genre, classe sociale, orientation sexuelle, identité sexuelle), et qui s'écarte de la définition du féminisme comme étant uniquement centrée sur des discriminations liées au genre. Cette théorie propose une analyse des effets spécifiques de l'interaction de multiples axes de domination et de discrimination, qui peuvent être stables ou plus volatiles dans l'espace ou le temps, par exemple dans le cas des femmes noires, immigrées, musulmanes, ou souffrant de précarité au travail. L'un des objectifs de ce concept est également de dénoncer l'utilisation des idées féministes transnationales et l'universalité des droits de la femme pour justifier d'autres formes d'oppression de la part des gouvernements et États, au service de politiques capitalistes et impérialistes.

Origine et histoire du concept

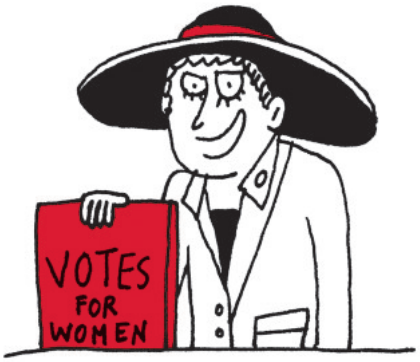
Ce concept a été développé par la professeure et académicienne américaine Kimberlé Crenshaw à la fin des années 80 pour dénoncer les situations de discriminations juridiques subies par les femmes noires aux États-Unis[1], puis étendu à toutes celles qui subissent de manière concomitante différentes formes de discrimination ou d'oppression au sein de la société (sexisme, racisme, homophobie, transphobie, classisme, racisme de classe). Ce concept est ancré dans les idées du mouvement afro-féministe américain, qui compte en ses rangs des activistes et intellectuelles telles qu'Angela Davis, Audre Lorde ou bell hooks (Gloria Jean Watkins).

Le concept est vite devenu à la mode et omniprésent, et il s'est révélé extrêmement utile pour les spécialistes du genre, académicien-ne-s ou praticien-ne-s, mais aussi pour les activistes féministes et antiracistes. Il est à l'origine de nombreux débats au sein des mouvements et associations antiracistes et féministes, qui voient en cette idée une possibilité de mettre en valeur la particularité des situations vécues par ces femmes à l'intersection des discriminations. Comme noté par plusieurs sociologues, le concept est également utile pour mesurer l'impact d'une politique publique donnée, jugée en faveur des femmes, sur une certaine catégorie de ces dernières pour qui le bénéfice n'est pas aussi évident, voire ayant un effet inverse et discriminatoire.

Ceci a occasionné certains clivages dans les mouvements féministes, dont certaines composantes ont été accusées de ne pas s'intéresser aux discriminations touchant spécifiquement les femmes racisées ou issues des minorités religieuses. Revient de manière insistante l'exemple de la question du voile, et les cas des femmes voilées victimes d'actes islamophobes, mais ne bénéficiant pas de l'appui des féministes dites *traditionnelles*. Ces dernières accusent en retour les féministes intersectionnelles d'installer une fracture au sein du mouvement féministe, et de chercher à créer des catégories de femme en totale opposition (bourgeoises, blanches, contre les femmes issues de l'immigration ou de couleur).

Favoriser l'accès à la parole

Plus récemment, dans une démarche s'inscrivant dans la lignée du mouvement afro-féministe, la réalisatrice française Amandine Gay a proposé un documentaire, *Ouvrir la voix*, qui recueille les témoignages de 24 femmes noires de France et de Belgique. Ce documentaire est issu d'une prise de conscience de la place assignée par la société à ces jeunes femmes, victimes de sexisme et de racisme mais aussi de classisme, et du rejet des migrantes même de deuxième génération. La réalisatrice a voulu, par son film, favoriser l'accès à la parole de ces femmes, ressentant que cette parole était encore confisquée par certaines féministes qui parlaient à la place des femmes voilées ou de celles concernées par le racisme ordinaire mais aussi le racisme d'État (issus des ex-colonies). Ces femmes, par leur témoignage, espèrent ainsi lutter contre l'invisibilité dans l'espace public et le manque de représentation, qu'il soit médiatique (films, magazines, publicités) mais aussi politique (peu d'élues).



Et ici, en Suisse?

En Suisse Romande, le collectif AfroSwiss[2] milite contre le racisme anti-noir-e, avec une approche intersectionnelle, en *prenant en compte les paramètres de genre, classe, religion, nationalité ou statut légal.* Le collectif s'est récemment illustré par l'organisation de soirées de projection du film d'Amandine Gay à Lausanne et à Genève, suivies de débats, mais aussi dans sa réponse à la récente campagne de levée de fonds de l'ONG Helvetas, qui mettait en scène sur ses affiches trois générations de femmes noires qui passent d'une situation de misère à une nette amélioration de leurs conditions de vue grâce à l'intervention d'Helvetas. Le collectif a dénoncé une utilisation de l'image des noir-e-s pour une mise en scène de la misère et de l'impuissance des habitant-e-s d'un continent dépendant de la générosité des donateurs.

Marche des femmes pour la dignité

Un autre exemple ancré dans l'actualité est celui de *The Women's March for Dignity*, qui a eu lieu le 21 janvier 2017 dans plusieurs grandes villes du monde, y compris Genève. Ce mouvement est parti d'une protestation anti-Trump et les dangers qu'il représente eu égard aux droits des femmes (sexisme ordinaire, banalisation des agressions à caractère sexuel, risques sur le droit à l'avortement et droits reproductifs) pour se transformer en plateforme de politique intersectionnelle[3]. Cela illustre un réveil bienvenu, quoique tardif, des mouvements féministes majoritaires dans les pays occidentaux. Il est intéressant de se pencher sur le manifeste, qui entend *affirmer notre humanité partagée et énoncer clairement un message de résistance et d'autodétermination.*

Le manifeste rend hommage aux combats des femmes qui ont précédé celui-ci, des suffragettes aux mouvements LGBTIQ, en passant par la lutte pour les droits civiques, et admet que les femmes porteuses d'identités à l'intersection subissent le plus lourdement l'impact de multiples discriminations relatives aux droits humains et la justice sociale. Rappelant que la justice de genre équivaut aussi à la justice raciale et justice économique, les noires pauvres, migrantes, musulmanes, queer ou transsexuelles, sont plus exposées à des violences ou de l'exploitation sexuelles, aux discriminations politiques ou juridiques. elles bénéficient de moins d'accès aux droits reproductifs (contraceptions, avortement), et sont plus susceptibles d'avoir un travail précaire, une inégalité salariale (ceci englobant aussi les mères, plus vulnérables sur le marché du travail.)

Un autre aspect intéressant de ce manifeste est aussi le rappel, qui est une réalité en Suisse également, que le domaine du *care*, c'est-à-dire des soins aux proches, malades ou personnes âgées, retombe de manière totalement disproportionnée sur les épaules des proches aidant-e-s ou employé-e-s, souvent des femmes issues de l'immigration et/ou de couleur.

Toutes les discriminations sont liées

Pourquoi cette approche est-elle intéressante pour des mouvements de gauche? Tout simplement parce qu'au cœur de la pensée du féminisme intersectionnel réside l'idée que toutes les discriminations sont liées, et donc qu'on ne peut lutter contre une forme de domination ou de discrimination tout en ignorant d'autres. En gros, lutter contre le sexisme équivaut aussi à lutter contre le racisme ou l'homophobie. Les mouvements de gauche doivent faire face au défi du sexisme, et rappeler que le combat féministe contre la domination masculine doit se faire en même temps que contre d'autres formes de domination (classe, immigration, orientation sexuelle) sans hiérarchiser les oppressions. Le féminisme intersectionnel nous appelle à sortir des postures du féminisme historique dont certaines porte-paroles enjoignent les femmes issues des minorités ou femmes migrantes de première ou deuxième générations à adopter les *valeurs* de leurs pays d'accueil et à *obéir* à certaines règles, comme en témoignent les limites du débat sur la laïcité, le port du voile en public, ou la triste affaire du Burkini de l'été passé en France. Au contraire, le féminisme intersectionnel prône la défense des femmes racisées, singularisées et stigmatisées par les partis d'extrême-droite tels que l'UDC, dont l'obsession des femmes en burqa et leur surreprésentation sur les affiches du parti n'est plus à démontrer.

1 *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics,* 1989 University of Chicago Legal Forum 139-67 (1989)
2 https://www.facebook.com/collectifafroswiss/
3 https://www.womensmarch.com/principles/

MONDE DU TRAVAIL ET INÉGALITÉS

CAROLINE MARTI,
COLLABORATRICE POLITIQUE

Le 24 octobre dernier, les Islandaises se sont arrêtées de travailler à 14h38. L'objectif de cette démarche; dénoncer les inégalités salariales entre hommes et femmes qui perdurent encore aujourd'hui. Et ce constat est également valable en Suisse. La Suisse souffrirait même du marché du travail le plus discriminatoire d'Europe selon une étude publiée dans le journal The Economist. *En effet, malgré l'impératif constitutionnel «l'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale» et l'adoption de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes en 1995, les femmes sont en moyenne payées 19% de moins que les hommes. 40% de ces inégalités restent de surcroit inexpliquées.*

Travail inégal, salaire inégal

Dans une analyse publiée en 2014, l'Union Syndicale Suisse (USS) identifie les différentes causes des inégalités salariales entre hommes et femmes. La première évoquée est sans surprise : la répartition inégale du travail familial et ménager. Le travail domestique, largement assumé par les femmes, réduit leur possibilité d'accéder à des postes à plein temps. C'est donc sur des emplois à temps partiel que se reportent bon nombre de femmes, notamment mère de famille. Or, ces emplois offrent moins de perspectives d'évolution professionnelle, sont dotés de responsabilités moindres et ne permettent pas aux femmes d'acquérir autant d'expérience professionnelle que des postes à temps plein. Les salaires s'en retrouvent dévalués et les femmes entrainées dans un cercle vicieux. Leurs salaires étant en moyenne moins élevé que ceux de leurs conjoints, ce sont généralement elles qui réduisent leur temps de travail ou sortent du marché de l'emploi au moment de la naissance de leurs enfants. Celles qui demeurent sur le marché du travail se retrouvent contraintes dans leurs choix professionnels. La double tâche familiale et professionnelle réduit leur mobilité géographique et leur interdit l'accès aux postes dont les horaires sont irréguliers. Leurs opportunités professionnelles se réduisent et leur offrent moins de marge de manœuvre pour négocier leur salaire à l'embauche. Finalement, les employeurs semblent déduire du salaire de leurs employé-e-s une prime de risque pour s'assurer contre leur éventuel départ. La prime de risque appliquée aux femmes est plus élevée parce que celles-ci, comparativement aux hommes, présentent une plus grande probabilité de se retirer de leur activité professionnelle pour se consacrer au travail familial et ménager non rémunéré.

Ténacité des préjugés

La seconde cause identifiée par cette étude est la dévalorisation du travail et des secteurs professionnels majoritairement féminins. Parmi les métiers les moins bien rémunérés, on dénombre beaucoup de professions dans lesquels les femmes sont surreprésentées. Coiffeur-euse, fleuriste, esthéticien-ne, autant de métiers très mal rémunérés (moins de 4000.-/mois pour un plein-temps) exercés majoritairement par des femmes. Et lorsqu'on demande au patronat, comme l'ont fait les reporters de l'émission *Temps présent* (18 février 2016), s'il ne trouve pas choquant que ces femmes n'aient pas un salaire plus important pour le travail qu'elles font, la réponse parle d'elle-même :

> *La situation individuelle doit être examinée dans le détail et notamment si la personne vit seule ou est en ménage. Elle peut bénéficier d'un salaire d'un conjoint qui lui permettrait d'avoir une vie tout à fait convenable. Si vous gagnez 3000.- et votre mari 6000.- par mois, vous êtes tranquille.*

Si la réponse de Marco Taddeï, responsable Suisse romande de l'Union patronale suisse démontre que le salaire de la femme est bien souvent considéré comme un revenu d'appoint, elle nie également le droit des femmes à l'indépendance financière. Ce sont donc l'ensemble des mentalités, ancrées dans des normes sociales très conservatrices qu'il faut dénoncer et faire évoluer. En effet, les représentations collectives semblent attribuer moins de responsabilités aux métiers dit «féminins». On en a un exemple criant aujourd'hui au Grand Conseil. Un projet de loi soutenu par l'ensemble de la droite vise à réduire la formation des enseignant-e-s au primaire de quatre à trois ans. Argument évoqué : la qualité d'un-e enseignant-e serait moins liée à sa formation qu'à sa motivation, son enthousiasme et sa bonne volonté. La formation, tout comme la profession d'enseignant risque d'en ressortir dévalorisée. Une justification toute trouvée aux velléités de la droite de réduire les salaires des enseignant-e-s dans le cadre du projet de réforme de la grille salariale de l'État (SCORE). L'exemple est probant. En déniant les responsabilités portées par les enseignant-e-s, un Grand Conseil très majoritairement masculin s'apprête à dévaloriser un métier majoritairement féminin.

A cela s'ajoute encore le fait qu'une femme revendicatrice est socialement très mal perçue, limitant ainsi ses possibilités de négociation salariale et les préférences *homosociales* qui incitent les hommes, majoritaires dans les postes de cadre, à engager leurs semblables.

Une seule issue : la lutte

Les perspectives ne sont donc pas roses pour l'égalité salariale en Suisse. D'autant que la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes n'a pas produit les résultats escomptés et que sa réforme, prévue par le Conseil fédéral risque de voir ses effets limités par l'absence de sanctions à l'encontre des entreprises inégalitaires.

Pourtant les solutions existent et sont nombreuses. Extension des conventions collectives de travail et instauration d'un salaire minimum pour rehausser les bas salaires, majoritairement féminins, adoption d'un congé parental pour rééquilibrer la charge du travail domestique entre hommes et femmes, développement des structures de garde d'enfants afin de lever les obstacles des carrières féminines, revalorisation des professions «féminines» et lutte contre les stéréotypes à travers des projets tels que les journées *Futur en tous genres,* réforme du système éducatif pour remettre en question les rôles attribuées traditionnellement aux hommes et aux femmes, autant de projets portés par la gauche et les syndicats depuis de nombreuses années et qui démontrent, une fois encore, que les combats féministes et socialistes sont intimement liés.

« JE NE SUIS PAS SEXISTE MAIS… »

CAROLINE DAYER,
DOCTEURE ET CHERCHEUSE,
FORMATRICE ET CONSULTANTE

« Je ne suis pas sexiste mais.. » Les pinceaux s'emmêlent, la rhétorique trébuche, l'argumentaire en perd son latin. Pourtant les chiffres convergent (inégalité salariale, harcèlement, viol) et les lettres aussi (témoignages, archives, recherches qualitatives) ; la symétrie n'est pas de mise ni permise. Ce préambule est inaugural, il condense à la fois la distanciation et l'adhésion. Il annonce la vaine tentative de justification.

Union des - ismes

Le sexisme, en tant que système idéologique hiérarchisant, s'articule avec d'autres discriminations, telles que le racisme, le classisme ou le capacitisme. Ces -ismes, prenant plus ou moins l'allure de néologismes, constituent l'avantage mineur d'affiner son répertoire au scrabble et l'avantage majeur de traduire une analyse structurelle ainsi que les tentatives de (re) nommer et de décrypter l'intrication de ces phénomènes. Ces -ismes, inaudibles et impalpables, renvoient à la partie cachée de l'iceberg, au socle immergé qui produit différentes formes de violence. Ils interrogent l'idée de phobie (xénophobie, transphobie, arachnophobie ?), individualisante et psychologisante, dans une perspective de repolitisation et de coalition. Si l'homophobie et la biphobie émanent de l'hétérosexisme (hiérarchisation des sexualités), qu'en est-il de l'arachnophobie ?

Les personnes qui ont une peur viscérale des araignées ne descendent pas dans la rue pour manifester contre leur existence. Au contraire, elles préféreraient ne plus pâtir de leurs réactions irrationnelles, quitte à entamer une démarche de désensibilisation. Il ne s'agit pas seulement de peur, d'ignorance et de fantasme mais de rejet et de haine, de haine organisée. Les personnes tenant les pancartes barrant la route à l'égalité relative aux questions de sexe, de genre et de sexualité n'expriment pas l'envie de changer et s'estiment en droit de discriminer. Les discriminations faisant système, les luttes demandent donc à être systémiques et systématiques, récusant l'angélisme et le fatalisme.

« Je ne suis pas féministe mais… »

Cette autre formulation à la tournure négative, dans laquelle le féminisme supplante le sexisme, insinue que le fait de marquer son indignation face aux inégalités grandissantes amènerait automatiquement à devoir se distinguer du stigmate féministe, qui charrie avec lui caricatures et mépris, moqueries et discrédit. S'insurger contre la dépénalisation des violences domestiques et contre les viols de guerre, contre la banalisation et la légitimation des violences verbales mais ne pas être féministe ? Sans cesse remettre sur le métier la lutte pour les femmes à disposer de leur corps et la défense de l'IVG pour éviter les aiguilles à tricoter, plus vivaces actuellement à tisser des bonnets colorés.

La récurrence et l'omniprésence, dans les sphères professionnelles comme politiques, des phénomènes de ségrégation horizontale (parois de verre) et de ségrégation verticale (plafond de fer) nécessitent de se pencher sur les planchers collants. Avant de pouvoir se cogner, faut-il encore que les femmes puissent décoller. La catégorie des femmes (tout comme celle des hommes), fait croire que leurs membres auraient les mêmes envies et aspirations, les mêmes ressources matérielles et symboliques, tout en gommant la reconduction de rapports de pouvoir.

La manière de penser cette architecture préfigure les leviers d'action à activer. Appréhender les oppressions à travers un prisme arithmétique se révèle problématique, tant les expériences et les trajectoires ne renvoient pas à des soustractions ou à des additions mais à une coexistence dynamique et contextuelle. Elles ne se croisent pas à un moment et un lieu donnés puis se sépareraient ensuite. S'ouvre ainsi une approche située et relationnelle. L'énergie féministe réactualise ses analyses, mais dénonce les privilèges, s'élève contre toute forme d'intégrisme, s'engage pour la mise en œuvre effective de l'égalité et le respect des droits humains.

« Je suis féministe et… »

Se positionner non pas par la négation, au sens de nier et de négatif, mais par l'affirmation. Passer de la clandestinité à la lumière, de la protestation personnelle à la mobilisation collective. (Re)lier plutôt que fracturer. Conjurer le stigmate et éviter de reconduire des stigmatisations. Inverser les codes ne les déjoue pas. Remplacer une injonction par un dogme renforce les outils de la domination. Il s'agit donc de résister mais surtout de créer : de l'éducation à la socialisation, des préaux aux réseaux sociaux, du juridique au politique, de l'activisme à l'artistique, des situations de vulnérabilité aux horizons d'émancipation, forger une posture citoyenne du quotidien et de la solidarité.

Comme hacker le sexisme ?

De divergences en convergences au sein des féminismes, de vagues historiques en backlash cycliques, des voix diverses et plurielles qui se refusent de dicter à d'autres personnes ce qu'elles seraient censées dire ou taire, montrer ou cacher, quelles vies et voies sont invisibilisées, quelles existences sont contées et comptées ? Comment l'instrumentalisation des féminismes est-elle utilisée à des fins racistes ? Quels sont les enjeux contemporains en termes de langage et de circulation des savoirs ? En quoi la reconnaissance symbolique n'a de sens qu'articulée à une redistribution économique ? Comment hacker, à la racine, le sexisme ?

L'injure est un pivot, la plaque tournante du trafic des violences ordinaires (Dayer, 2017), le trône du harcèlement de rue, la pointe de l'iceberg de la police du genre. Le sexisme n'a pas de frontières, les féminismes non plus. Ils foulent le sable et les pavés de leurs terres ancestrales, construisent des ponts et non des murs, font écho à travers les océans pour davantage de justice sociale.

Vernissage et signature de Caroline Dayer

Le 8 mars à 18h30, à Genève
Le pouvoir de l'injure. Guide de prévention des violences et des discriminations, 2017, Aube.
Sous les pavés, le genre. Hacker le sexisme, 2014, Aube (sortie en Poche, réactualisé)

DES FEMEN AU RUBAN BLANC!

JEAN-CHARLES RIELLE,
DÉPUTÉ, AMBASSADEUR RUBAN BLANC SUISSE

Des Femen...

Créé à Kiev, en 2008, le mouvement des Femen, couronnes de fleurs et poitrines nues bardées de slogans, postures conquérantes, actions chocs dans l'espace public, a donné un nouveau visage au féminisme, assorti de nombreuses critiques, les plus virulentes venant paradoxalement de certaines féministes. Effets pervers de la méthode seins nus, opacité du financement, influence d'un prétendu mentor et une ligne idéologique nébuleuse, les attaques sont nombreuses.

La fin justifiant les moyens, la nudité subversive, qui détourne le stéréotype de la femme-objet, est une arme de protestation politique légitime. Il faut rappeler la violence qui s'abat sur les Femen en Ukraine, en Biélorussie et en Russie voisines: répression et intimidations policières, passages à tabac, surveillance des services secrets, procédures en justice, emprisonnement, accusation de terrorisme. Et cela alors que leurs actions, toutes radicales qu'elles sont, n'en demeurent pas moins pacifistes.

Le mouvement Femen est tantôt associé à la troisième vague féministe, tantôt considéré comme un élément de ce qui pourrait être une quatrième vague féministe, à l'instar du mouvement *Slutwalk* marche des salopes qui a débuté au Canada en 2010, ou encore inscrit dans une lignée post-féministe représentative de l'asservissement et de la propriété publique du corps des femmes, et ce, jusque dans leurs luttes.

En prenant le parti de manifester poitrine nue en guise d'étendard, les jeunes femmes de Femen ont largement été critiquées en Europe. Mais Alexandra Shevchenko annonce que leur stratégie – intitulée *sextrémisme* – ne changera pas sur ce point. *Notre poitrine est notre arme principale. On l'a prise avec nous et elle le restera, car c'est le symbole de la femme libre et libérée.* Cependant, elle se dit consciente du risque de décalage : *Nous comprenons que les différentes mentalités et cultures influent sur la situation politique de chaque pays. On essaie d'adapter notre action en fonction des lieux et des événements.*

...au Ruban Blanc

La Campagne suisse du Ruban Blanc, débutée à Genève le 14 février 2009, s'est associée au plus grand mouvement mondial lancé par des hommes pour prévenir et à terme éliminer la violence à l'égard des femmes.

La Campagne suisse est une initiative de la Fondation Sommet Mondial des Femmes WWSF et relayée par des Ambassadeurs suisses du Ruban Blanc. La Campagne inclut des hommes et des femmes de différentes origines sociales et politiques, et son organisation s'attache à ne pas devenir hiérarchique ni bureaucratique. L'accent est maintenu sur la communauté, l'école, le lieu de travail et les médias.

Porter un ruban blanc représente un engagement personnel à ne jamais commettre, tolérer, ni rester silencieux face à tout acte de violence envers les femmes. C'est une manière de dire :

> *Notre avenir n'est pas dans la violence envers les femmes, et je soutiens la campagne.*

En Suisse, une femme sur cinq est victime de violence physique ou sexuelle dans le cadre d'une relation. Une femme sur cinq, âgée de 20 à 60 ans, déclare avoir été victime de violence physique ou sexuelle commise par son partenaire. Dans le monde, la violence envers les femmes provoque plus de décès parmi les femmes de 15 à 44 ans que le cancer, le paludisme, les accidents de voiture et les guerres.

WWW.RUBAN-BLANC.CH

Références : Le Courrier, *Au lit avec les Femen*, 16 mai 2014, www.lecourrier.ch/mathieu_loewer/tink.ch
Femen en Suisse : l'improbable implantation du féminisme ukrainien, Chrystelle Conus / Wikipédia / Ruban Blanc Suisse / WWSF - Fondation Sommet Mondial Des Femmes / Genève, le 15 février 2017.

Ce qui est sûr, c'est que les hommes devront participer à ce processus de transformation. Sans eux, on ne pourra pas éradiquer les stéréotypes, les modèles et les rôles traditionnels au sein de la société. Il est impératif d'embarquer les hommes dans le mouvement, même en Suisse.

Ursula Keller, anthropologue, extrait publié dans le magazine de la DDC édition février 2016

La violence à l'égard des femmes et des filles persiste, sans fléchir, sur tous les continents, dans tous les pays, toutes les cultures. Le tribut payé par les victimes, leur famille et la société dans son ensemble est accablant. La plupart des sociétés interdisent une telle violence, mais en réalité, elle est très souvent passée sous silence ou tacitement admise.

Ban Ki-moon , Secrétaire général des Nations Unies

LE FHUMANISME

VICTORIA AL-ADJOURI, PSYCHANALYSTE
SYLVAIN THÉVOZ, CONSEILLER MUNICIPAL

«Féministe moi? Euh...en fait je ne suis pas si... je ne suis pas comme celles qui...féministe, oui, mais pas contre les hommes... enfin non, je ne peux pas dire que je sois féministe... tout cela est derrière nous... maintenant tout va bien... sourions.»

C'est à peu de choses près ce que nous entendons souvent quand le mot féministe est lancé. Pour certain-e-s, c'est comme si ce mot brûlait les lèvres. Pour d'autres, c'est un must absolu, un étendard, LE politiquement correct, une denrée à mettre à toutes les sauces. C'est encore un tabou, l'imprononçable, qui risque de faire paraitre ringard-e, vieux jeu, passéiste, et métamorphoser qui le prononce en hyène poilue et agressive. Pour d'autres, c'est au contraire un alibi, un passe-droit, une exigence, parfois une arme de guerre. Alors, c'est quoi, le féminisme?

Le féminisme pour toutes et tous

Pour nous, c'est tenir à quelque chose d'essentiel, à savoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Égalité des droits, égalité des chances, égalité de traitement. Est-ce qu'égalité signifie «mêmeté»? symétrie? Est-ce qu'égalité signifie absence de différence? Non. Surtout pas. Tout comme distinction ne signifie pas discrimination. Lutter contre les discriminations, ce n'est pas aplanir les différences, c'est au contraire permettre à chacun-e de pouvoir les vivre pleinement et d'être respectée dans celles-ci. C'est les affirmer, les renforcer. L'égalité se trouve dans la différence, non dans la confusion. La confusion mène à la violence. La différence, bien comprise, évolue vers des formes de complémentarité et d'enrichissement réciproque. Mais il faut pour cela oser l'altérité.

Pour des hommes féministes!

Des hommes qui se revendiquent féministes, ça existe? Mais oui! D'ailleurs, pour qu'un homme se respecte et se sente pleinement homme, ne devrait-il pas nécessairement être pour l'égalité des sexes? Sinon, comment pourrait-il se respecter, ne pas se sentir minable, un pauvre bougre qui s'accroche à ses privilèges, pour ne pas affronter les périls de sa propre intimité. Camarade, si tu es fier d'être ce que tu es, c'est bien que tu tiens à ce que l'autre soit ton égal-e en tout, et surtout par le fait que tu condamnes les discriminations, toutes les discriminations. Et surtout quand celles-ci sont faites en ton nom, par ceux qui, en se tapant sur le ventre ou en buvant une bonne bière, prétendent que tu fais partie d'une coterie supérieure et qui pour se rassurer doivent rabaisser les personnes d'un autre sexe que le leur.

Un FHumanisme

Un nouveau mot pour une nouvelle manière d'envisager le féminisme! Et si on inventait un nouveau mot en ce 8 mars? Nous proposons le FHumanisme. Que serait-il? Un espace commun entre femmes et hommes où les discriminations, les abus de langage, les rapports dominant-e-s/dominé-e-s sont dénoncés et combattus par les deux genres. Un espace commun où des liens forts sont tissés....pour faire advenir une société où chacun-e affirmera qui il/elle est, désire aimer, et de qui être désiré-e, sans que personne ne prétende le faire en son nom ni le savoir mieux que lui-même ou elle-même. Un espace enfin de réflexion, de décision, et d'action politique, où le genre serait dépassé, pour céder la place à un véritable humanisme. L'avenir de l'homme n'est pas la femme. L'avenir de l'homme et de la femme est un FHumanisme, certainement. Réfléchissons-y ensemble!

NON AU SEXISME ET AUX INÉGALITÉS

GRÉGOIRE CARASSO,
CONSEILLER MUNICIPAL

Depuis de nombreuses années, le Groupe socialiste au Conseil municipal de la Ville de Genève est le fer de lance en matière de propositions pour l'égalité entre femmes et hommes. Au-delà du soutien sans faille aux politiques publiques du Conseil administratif en la matière, nos camarades, au fil des législatures, ont déposé quantité d'objets parlementaires concernant cette valeur fondamentale à nos yeux. À titre illustratif, voici deux motions et une résolution issues de registres pour le moins différents, mais avec pour dénominateur commun la lutte contre le sexisme et les inégalités.

En septembre 2016, sous l'impulsion d'Amanda Gavilanes, le Groupe socialiste a déposé une motion demandant que notre Commune développe une politique cohérente *en matière d'affichage publicitaire non sexiste* [1]. Considérant que les mesures visant à lutter contre les stéréotypes de genre et le sexisme doivent s'étendre aux espaces publicitaires, ce texte demande au Conseil administratif de revoir sa procédure d'autorisation en la matière en s'appuyant sur les principes de la Commission suisse pour la loyauté (règle N°3.11). Selon ce standard, une publicité qui discrimine l'un des sexes, en attentant à la dignité de la femme ou de l'homme, n'est pas admissible ; est en particulier à considérer comme sexiste toute publicité dans laquelle (...) est représentée une forme de soumission ou d'asservissement ou est suggéré que des actions de violence ou de domination sont tolérables. Cette proposition n'a malheureusement pas encore réuni une majorité pour être étudiée en commission.

Deuxième exemple : la motion *Sport et genre: sortir du sport au masculin* [2]. Rédigée par Sylvain Thévoz et signée par plusieurs collègues. Elle est actuellement discutée en Commission des sports. Cette motion appelle de ses vœux *une étude détaillée portant sur les usages des espaces et sur les pratiques sportives entre les hommes et les femmes*. Ainsi, elle questionne le genre dans la pratique sportive et l'aménagement des installations avec pour objectif *de soutenir et favoriser l'accès égal (...), sans discrimination de sexe et en luttant contre les stéréotypes liés à celui-ci*. Inutile de préciser que ce sujet dérange plus d'un Commissaire aux sports... et pas que de droite !

Enfin, j'aimerais mentionner ici une résolution intitulée *Respect!* [3]. À l'initiative de Nicole Valiquer, aujourd'hui députée au Grand Conseil, la plupart des femmes du Conseil municipal ont signé, en 2013, ce texte afin d'exprimer leur colère face aux attitudes et comportements sexistes en plénière, mais aussi dans les commissions spécialisées. Ce texte, dans une version amendée, a finalement été approuvé par une large majorité du Conseil municipal en février 2016. Preuve d'une prise de conscience ? Il est malheureusement permis d'en douter...

L'investiture américaine d'un homme qui incarne le sexisme et l'intolérance nous rappelle amèrement que le combat pour l'égalité entre femmes et hommes n'est pas gagné. L'engagement de chacun et de chacune, à son niveau d'action, est essentiel.

1 M-1243 du 14 septembre 2016 de Mmes et MM. Amanda Gavilanes, Grégoire Carasso, Maria Casares, Ahmed Jama et Pascal Holenweg.

2 M-1143 du 24 juin 2014 de Mmes et MM. Sylvain Thévoz, Virginie Studemann, Maria Pérez, Natacha Buffet, Marie Mutterlose, Anne Moratti, Jannick Frigenti Empana, Brigitte Studer, Sophie Scheller, Morten Gisselbaek, Grégoire Carasso, Olivier Fiumelli, Javier Brandon, Antoine Maulini, Bayram Bozkurt et Tobias Schnebli.

3 R-171 du 20 février 2013 de Mmes Nicole Valiquer Grecuccio, Anne Moratti, Sandrine Burger, Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Maria Vittoria Romano, Marie Gobits, Annina Pfund, Christiane Leuenberger-Ducret, Martine Sumi, Virginie Studemann, Laurence Fehlmann Rielle, Brigitte Studer, Vera Figurek, Olga Baranova, Maria Pérez, Alexandra Rys, Fabienne Aubry Conne, Sarah Klopmann et Patricia Richard.

FÉMINISME AU GRAND CONSEIL

LYDIA SCHNEIDER HAUSSER,
DÉPUTÉE

En 2015, la population du canton de Genève compte plus de femmes que d'hommes (252'743 F/237'835 H). Si au niveau national, les femmes représentent 24% des exécutifs cantonaux (avril 2016) à Genève, le taux est de 14%, soit une Conseillère d'État (socialiste) dans un conseil de 7 membres. Dans les législatifs cantonaux, le taux moyen de femmes élues est de 26%. Le Grand Conseil compte 25 femmes députées (25%) et 9 femmes suppléantes. Le groupe socialiste présente, lui, 40% de femmes (6 femmes pour 15 député-e-s) et 45% avec les suppléant-es-s (8 femmes sur 18). Il est composé de manière quasi paritaire. Les député-e-s sont convaincu-e-s de l'importance de l'égalité entre hommes et femmes. Ils-elles veillent à cela dans chaque nouvelle loi. Cela suffit-il?

Les femmes, un non sujet parlementaire

Depuis le début de la législature, environ 20 objets parlementaires sur des centaines, tous partis confondus, ont été dédiés à la condition des femmes, ce qui est extrêmement peu. Ces objets concernaient le planning familial, le congé parental cantonal, l'allocation familiale dans le secteur agricole, le cancer du sein de la femme jeune, la régularisation des employé-e-s de l'économie domestique sans statut légal, la naissance, la pratique des mariages forcés, l'accès à la justice pour les femmes sans statut légal. Plusieurs de ces sujets sont issus du milieu associatif ou militant. Les liens avec les personnes impliquées sur le terrain du travail avec les femmes sont primordiaux - violence domestique, travail du sexe, militantisme féministe.

En matière d'organisation de l'État, le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes (BPEV) a été attribué au Département présidentiel. En 2015, suite à une réorganisation soutenue et demandée par les milieux «femmes» de Genève, la prévention des violences domestiques a été rattachée à ce bureau. Notons que la filière Études et genre continue à se développer à l'Université de Genève.
Lors de réunions organisées par le BPEV, une cinquantaine d'entités, d'associations couvrant tous les champs de la vie des femmes, de la santé à la formation et l'éducation, de l'insertion sociale à la promotion professionnelle, en passant par des mouvements de lutte, à l'instar des Slutwalks, des groupes femmes, des syndicats ou des partis, sont présentes.

L'égalité en chiffre

En termes économiques, la place des femmes n'est pas des meilleures, le salaire médian cantonal progresse de manière plus marquée pour les hommes (+ 5%) que pour les femmes (+ 3%). Entre 2010 et 2012, il atteint 7770 francs pour les hommes et 7238 francs pour les femmes (OCSTAT). En revanche, dans le «petit État», les différences sont moindre: la différence annuelle F/H du salaire moyen est de 2'572 F et celle du salaire médian de 2'720 en faveur des hommes.

Mais des tendances positives existent: fin 2015, les employé-e-s du petit État et du pouvoir judiciaire étaient majoritairement des femmes (55%) et la proportion de femmes parmi les cadres supérieures est de 41% dans le «petit État» contre 35% dans le grand État (Bilan social État 2015). Les femmes sont plus à risque en termes de précarité, voire de pauvreté. Les familles monoparentales représentent 8% de la population en 2014. Dans 14'267 ménages, la femme est cheffe et dans 2'340 ménages l'homme est chef. Nous avons à lutter contre cette injustice économique à travers les prestations allouées.

La lutte continue

Les luttes féministes intenses et fondamentales menées dans les années 60-80, notamment par des femmes socialistes ont favorisé la prise de conscience de la place à prendre/à donner aux femmes, l'instauration des quotas et des listes paritaires. Au PS, l'égalité se joue même quelquefois dans l'autre sens, mais ce n'est pas le cas dans notre canton pour nombre de femmes.

Force est d'admettre que le mouvement féministe ne se réduit pas à la création de lois, il était et est bien plus ambitieux. Même si l'égalité entre hommes et femmes peut et doit être portée par des groupes mixtes, peut-être faudrait-il privilégier à nouveau dans notre parti des groupes de femmes venant de tous les milieux économiques car ... *les principes de non-mixité font du mouvement féministe un modèle d'auto-émancipation où les opprimées non seulement luttent pour leur libération, mais la définissent*[1]

1 Delphy Christine, *Plus forte entre elles, Le genre qu'on se donne*, Manière de voir, Le Monde diplomatique.

DROITS DES FEMMES

BILAN EN DEMI-TEINTE

LAURENCE FEHLMANN RIELLE,
CONSEILLÈRE NATIONALE

Durant ces dernières décennies, on a assisté à une avancée des droits des femmes, de leur présence en politique, et dans une moindre mesure, dans le monde économique. Si dans ce domaine, elles peinent encore à se faire une place et que les conseils d'administration des entreprises privées sont toujours squattés majoritairement par des hommes, on n'ose plus remettre en question leur légitimité à occuper des places de dirigeantes.

C'est plutôt dans l'application concrète des principes d'égalité que le problème subsiste et sans mesures volontaristes, par exemple l'instauration de quotas, on n'arrivera pas avant longtemps à imposer la parité, que cela soit en politique ou dans le monde des entreprises, publiques ou privées. Les femmes de droite qui pensent qu'avec l'évolution des mœurs, on y arrivera naturellement, se font de douces illusions... On peine d'ailleurs à déconstruire l'idée qu'une femme obtenant un poste suite à l'instauration de quotas serait moins compétente qu'un homme. À ce stade, il faut mettre en évidence le fait que malgré les efforts déployés à l'école et dans la famille, on n'est pas encore parvenu à enterrer certains stéréotypes liés au genre, si fortement ancrés dans notre culture.

Aucun progrès ne tombera du ciel

Afin que les femmes prennent toute leur place dans la vie publique, il sera nécessaire de mettre en place des mesures structurelles indispensables à une véritable répartition des tâches entre femmes et hommes au sein de la famille. Cela permettra aux hommes de réellement participer à l'éducation des enfants et aux femmes de s'épanouir dans leur profession sans se culpabiliser. À ce titre, le Conseil fédéral a fait de timides propositions dans son programme de législature 2015-2019, notamment en demandant aux entreprises d'évaluer régulièrement les différences de salaires entre femmes et hommes, mesure qui n'implique rien de contraignant.

Attaques contre les droits des femmes

Parallèlement, on assiste à une série d'attaques contre les droits des femmes qui se manifestent de différentes manières. Au niveau fédéral, lors des discussions sur le budget 2017, le bureau fédéral de l'égalité a failli voir ses moyens coupés d'un quart. Il aurait été paralysé. Heureusement, le Conseil national a finalement renoncé à cette funeste intention après de houleuses discussions et un lobbying intensif de la part de la gauche et des associations.

Le projet de prévoyance sociale 2020 ne ménage pas les femmes : l'augmentation de l'âge de la retraite à 65 ans a l'air quasiment acquis pour la majorité des deux chambres. Pire, les députés du PLR et de l'UDC poursuivent dans la voie de l'augmentation de l'âge de la retraite à 67 ans, si l'AVS tombait dans les chiffres rouges.
Ces projets vont pénaliser en particulier les femmes qui sont toujours payées en moyenne 20% de moins que les hommes et qui cotisent beaucoup moins au 2e pilier.

Toujours trop peu d'élues

Sur le plan politique, les élections fédérales 2015 ont vu une légère augmentation du nombre de femmes au Conseil national (64 contre 58 en 2011). Seul le Parti socialiste a une majorité de femmes dans ses rangs au National. C'est le fruit d'une volonté politique mise en œuvre depuis des années.

Une analyse commandée par la commission fédérale pour les questions féminines a montré que lors de la campagne des élections fédérales 2015, les candidates femmes étaient sous-représentées en regard de leur place sur les listes. Une bonne nouvelle néanmoins : les médias n'ont pas eu recours à des stéréotypes liés au genre pour présenter les femmes candidates.

Plus grave mais corollaire du rôle subalterne où l'on a longtemps confiné les femmes, il y a le phénomène des violences conjugales qui a été récemment bien documenté : les infractions pénales relevant de violences domestiques se sont élevées à 15'000 en 2011. Aspect nouveau, cette étude a évalué le coût de la violence domestique. Elle représente entre 164 et 287 millions et entraînerait une perte de la qualité de vie de 2 milliards. Ces chiffres ne peuvent pas rendre compte de toute la souffrance qui relève de cette forme de violence touchant en grande majorité des femmes. Mais ils permettent d'estimer l'ampleur du problème, de planifier les besoins en matière de prévention et d'interventions, et enfin d'organiser le plaidoyer contre ce fléau.

Ces quelques observations démontrent que si des progrès réels ont été faits pour promouvoir et revendiquer la place des femmes dans notre société dans tous les domaines, de nombreux chantiers restent inachevés ; et ce n'est pas le moment de baisser la garde. Il importe aussi que les filles de la nouvelle génération ne pensent pas que tout est déjà acquis. On s'aperçoit que des retours en arrière sont vite amorcés, par exemple dans le cadre du droit à l'avortement. Il s'agit aussi plus que jamais d'éduquer les garçons afin qu'ils partagent cet idéal de la parité, et l'intérêt à vivre dans une société plus harmonieuse.

LE FÉMINISME EST UNE DÉTERMINATION

ENTRETIEN SYLVAIN THÉVOZ

Conseillère administrative, Sandrine Salerno pose un regard déterminé sur les enjeux de la journée du 8 mars et du féminisme aujourd'hui.

Sylvain Thévoz : Quelle est vraiment l'utilité d'une journée comme celle du 8 mars ?

Sandrine Salerno : C'est une journée qui permet de faire le point. C'est un rendez-vous annuel pour thématiser sur la question des rapports femme-homme et sur les enjeux du féminisme. Cela permet à chacun et chacune de se questionner sur ses pratiques.

Que signifie le féminisme aujourd'hui ?

Pour moi, être féministe c'est prendre conscience que l'on fait partie d'un groupe qui peut être majoritaire : les femmes, mais qui est objectivement minorisé dans tous les aspects de la vie quotidienne. Être féministe, c'est travailler pour l'égalité des droits, avoir une posture combattive pour ne pas se laisser enfermer dans des rôles sociaux stéréotypés. C'est enfin prendre conscience des discriminations avec la volonté forte de modifier le cadre structurel dans lequel on est enfermé.

Quand tu dis *on*, tu penses uniquement aux femmes, et à des actions pour les femmes ?

Oui, avant tout, car les femmes doivent être conscientes du cadre structurel que leur impose ou qu'elles s'imposent en tolérant le modèle sociétal dominant.
Certes, il est important que des hommes soient égalitaristes, dénoncent les inégalités et travaillent pour une société laissant à chacun-e un espace pour s'exprimer et être. Mais je pense que c'est au groupe discriminé de prendre avant tout conscience de ces discriminations.

Les hommes sont nécessaires afin de faire progresser le féminisme ?

Bien entendu. Mais ce sont aux femmes, d'abord, de réclamer leurs droits. Même si tous les hommes se rendaient compte qu'ils sont discriminants, cela ne suffirait pas. Les femmes ont un vrai chemin de prise de conscience à faire, avec les femmes, pour les femmes. Que ce soit une lutte collective avec des hommes, tant mieux. Ce n'est pas un chemin contre les hommes. Mais tant que l'on ne modifiera pas les rôles, les modes de penser et d'agir, des espaces de femmes pour les femmes me semblent important. Il y a des raisons structurelles très profondes qui président aux conditions de l'inégalité. Le changement viendra des femmes avant tout.

Il y a des femmes UDC plus réactionnaires que bien des hommes, voire sexistes. Ne vois-tu pas se créer parfois de drôles d'alliances, au nom du féminisme ?

«Les femmes», ce n'est pas un groupe homogène. Il y a autant de manières d'être féministes ou égalitaristes qu'il y a de manière d'être femmes. Mais c'est essentiel qu'il y ait une prise de conscience individuelle et collective de ce que c'est «d'être» une petite fille, une femme, puis une femme âgée, qui est différente de celle d'être un homme. C'est vrai qu'il y a des femmes qui pensent défendre les femmes et qui tiennent des propos que nous jugeons sexistes ou réactionnaires, mais il y en a dans tous les partis.

Ma question portait plutôt sur les alliances. N'est-il pas problématique, le 8 mars, de marcher avec Céline Amaudruz ou des PLR pour la cause des femmes, alors même que l'on est en désaccord avec celles-ci sur des questions de migrations, ou sur une certaine idée d'inclusion. Pour toi, il faut être pragmatique ?

Les hommes, traditionnellement, ont toujours eu, au quotidien l'espace pour faire groupe. Ils se rencontrent dans plusieurs espaces qui leur sont dédiés et où ils sont surreprésentés. Il suffit de regarder une photo du G20. À part Angela Merkel, Theresa May, il n'y a aucune autre femme. Cela ne semble choquer personne. On n'a pas l'impression que c'est une coterie masculine, alors que dans les faits, c'en est une. Si l'on inversait la perspective ? Même, nous, les femmes on trouverait cela surprenant. Sur le pouvoir masculin, rien n'est remis en question, parce que c'est considéré comme naturel, et si les femmes veulent prendre le contre-pied, on trouve cela ridicule ou insignifiant. C'est encore une manière de réaffirmer le système patriarcal. Je ne suis pas d'accord avec un grand nombre d'options politiques de femmes de droite, mais les femmes doivent s'unir sur la question de leurs droits. Et les femmes, quel que soit leur parti, sont, en politique comme ailleurs, confrontées au sexisme.

Comment expliques-tu que cela change si peu. Que le plafond de verre, les inégalités salariales, les discriminations, que les tâches domestiques soient toujours à la charge des femmes alors que le constat des discriminations a clairement été posé il y a 50 ans ?

Mais parce que l'on est dans un pouvoir masculin dominant. Et lorsque l'on est dominant, on ne veut ni lâcher le pouvoir ou ni même un gramme de ses prérogatives. Un groupe dominant qui se dessaisit volontairement de son pouvoir, je n'en connais pas. Ce n'est pas parce que l'on fréquente un certain nombre de personnes qui ont des positions égalitaristes ou progressistes que c'est largement répandu. Les déterminants sociaux sont très profonds, et agissent sur le plus grand nombre. Je trouve par exemple le travail de la slutwalk admirable. Justement parce qu'elles éclairent ces déterminants, en affirmant se vêtir comme elles le désirent dans l'espace publique. On dit qu'elles font de la provocation ? Elles affirment simplement leur détermination !

Des études montrent qu'il y a un usage différent de la ville, selon que l'on soit homme ou femme. Quelle est ton appréciation de la situation ?

L'utilisation de l'espace public, selon que l'on soit homme ou femme, et suivant les lieux et les heures où l'on se trouve est un enjeu important. Je n'ai, par exemple, jamais entendu un seul homme disant rouler en vélo pour rentrer plus tranquillement le soir, alors que je vois des femmes développer des stratégies avec des chemins à prendre ou ne pas prendre. À mon avis, il faut des espaces dans la ville par les femmes, pour les femmes. On fait la ville avec le sentiment sincère de la faire pour tout le monde, mais dans les faits, ce n'est pas le cas. Au skate-park par exemple, on a le sentiment que le lieu est approprié par les hommes. C'est dommage. En même temps, je ne souhaite pas faire une ville avec des discriminations positives, je la veux juste moins inégale.

La question du harcèlement de rue a été posée dans de nombreuses capitales. À Genève, on en a relativement peu parlé. Faut-il en conclure que le harcèlement de rue n'y existe pas ?

Il n'y a pas de raison que l'on arrive à des résultats différents à Genève. Massivement, la ville est encore faite par les hommes pour les hommes et ils s'y sentent chez eux. Le harcèlement de rue est lié au fait que beaucoup d'hommes considèrent les femmes comme des marchandises, des objets sexuels. La Ville est active depuis deux ans avec la campagne «Non ça veut dire non» faisant la chasse aux violences sexuelles. Cette campagne est partie de jeunes femmes qui ont vécu des situations traumatisantes. Le parlement des jeunes a aussi mené des actions sur le harcèlement sexuel.

Comment les femmes devraient-elles réagir quand elles se font harceler dans la rue ?

Chaque fois qu'il y a des propos sexistes, discriminants, il faut les dénoncer. En passant, si les femmes se permettaient de tenir les mêmes propos que les hommes, personne ne le tolérerait deux secondes. C'est le rapport de domination qui doit être dénoncé, le fait que les femmes soient traitées comme des marchandises, des objets sexuels. Il est important de réagir quand on voit une personne se faire malmener, en rappelant ce qui est inadmissible.

Quelle est ta position sur le travail du sexe ? Y vois-tu une affirmation de la liberté de chacun-e de disposer de son corps ou un asservissement du corps féminin à une forme de domination masculine tarifée ?

Tout d'abord, il n'y a pas que les femmes qui se prostituent, mais des hommes aussi. La question du travail du sexe implique les deux genres, mais les femmes majoritairement, c'est vrai. Je n'ai pas de position morale à ce sujet. Mon intérêt est politique et lié à la santé publique. Il faut éviter que les TS ne se retrouvent dans des situations où elles sont mises en danger. Les collectivités publiques ont pour mission d'attribuer les moyens nécessaires aux associations afin qu'elles puissent garantir les droits des TS et un bon accès aux prestations de soin et de santé. Les cas de traites doivent être poursuivis et les réseaux démantelés. Interdire la prostitution conduirait les TS encore plus dans les marges, et la préca-

rité. Dans tous les cas, ce sont les femmes concernées que l'on devrait écouter en priorité. Ce sont elles qui savent de quoi elles parlent et qui ont la légitimité pour le faire.

Tu as pris des positions courageuses concernant le port du voile et le féminisme. Le projet de loi sur la laïcité voulu par Pierre Maudet va bientôt être discuté au Grand Conseil. Quelle est ta position sur cet enjeu ? Le voile : outil de domination masculine ou possibilité d'affirmation de soi et d'émancipation pour certaines femmes ?

Il est important que l'on ne stigmatise personne au motif de sa religion. Croire est un droit fondamental. Il doit être respecté. Concernant le discours sur la laïcité, des raccourcis amènent très vite à dire que le problème c'est le voile, les femmes qui le portent, et donc l'islam. Or, ma position politique de base, c'est le droit à l'autodétermination. Ce n'est pas à moi qui ne suis pas voilée ni musulmane de décider ce qui est bon pour telle ou telle femme. À chacune de se déterminer. Concernant la burqa, elle n'est pas une réalité sociale et politique ni à Genève ni en Suisse. Je remarque aussi que ce sont toujours les femmes qui sont prises à partie. La longueur de la barbe ou le port du qamis ne sont pas discutés. Et c'est la malignité de l'UDC de mettre à l'agenda politique des objets qui n'ont pas de réalité sociale. L'UDC tente de stigmatiser les musulmans et les femmes.

La dernière fois que tu as été victime de sexisme ?

Je le vis quotidiennement. Chaque fois que je regarde les réseaux sociaux, lis les journaux, vois des pubs, écoute ce qui se dit dans le bus. Le sexisme est partout.

Le fait de tenir la porte, la galanterie, c'est une forme de sexisme ?

Non. C'est une manière de faire attention aux autres. Je tiens la porte à ma voisine de 70 ans !

Le langage épicène, tu y crois toujours ou c'est une lutte qui est passée au second plan ?

Il fait partie d'un tout et d'une cohérence. On continue à le promouvoir et l'utiliser dans l'administration. Le bastion dominant masculin est resté dans le langage. Je maintiens ma position, qui est de dire que soit on utilise un langage qui convient aux deux genres, soit on le féminise. Avant, il n'y avait que des conseillers municipaux au masculin. On m'appelait chère Sandrine, Monsieur le conseiller administratif. Ce n'est pas juste des erreurs dans le langage, c'est encore significatif de rapports de domination. Pour ceux qui trouvent cela anecdotique, je propose que l'on féminise tout. Mais faisant cela, on voit les boucliers se lever, preuve que le langage est un enjeu de pouvoir.

La publicité offre une image grandement sexualisée des femmes et peu respectueuse de leur identité. Quels sont les moyens pour lutter contre ces publicités ?

Le corps des femmes et parfois des hommes est massivement utilisé pour faire vendre, très souvent en suscitant et instrumentalisant le désir. Pour moi, on ne devrait pas pouvoir utiliser des images dégradées ou hyper-sexualisée de la femme. Malheureusement, lorsque l'on veut faire bouger les lignes, on se retrouve accusés de vouloir faire de la polémique, de la provocation ou du puritanisme. Pourtant les images publicitaires sont un enjeu important parce qu'elles touchent un large public et participent à la construction des stéréotypes. À travers nos campagnes d'affichages, des supports que le département diffuse, nous essayons d'offrir d'autres images, reflet du respect et de la diversité des femmes et des hommes.

Les familles n'ont pas toujours des moyens suffisants pour faire garder leurs enfants. C'est un casse-tête de concilier vie professionnelle et enfants, et particulièrement pour les femmes. Concrètement, on fait quoi ?

Le problème, c'est que les femmes sont encore massivement responsables des tâches éducatives et domestiques et le monde du travail peine à évoluer. Il faut casser le cercle vicieux qui fait que les femmes travaillent moins, parce que leur salaire est moindre, puis restent davantage à la maison à la naissance des enfants. En Ville de Genève, on fait la promotion du temps partiel pour les femmes et les hommes, également pour les fonctions dirigeantes. Désormais, des hommes demandent aussi des temps partiels. Avec 4000 collaborateurs et collaboratrices, la Ville donne un autre élan et participe à créer une nouvelle normalité dans le monde du travail.

Connais-tu une femme qui soit un exemple à suivre pour toi ?

De nombreuses femmes, aujourd'hui, n'ont pas le sentiment qu'elles sont extraordinaires, mais sont, pour moi, des exemples.

Quel est l'homme pour qui tu as de l'admiration et auquel tu t'identifies ?

Je n'arrive pas à admirer quelqu'un que je ne connais pas personnellement, dont je connais que l'image ... Je préfère donc saluer le courage des héros du quotidien.

Que penses-tu des critiques qui disent que le 8 mars est en quelque sorte une journée carnaval et qu'elle est en fait un cache-sexe ?

Parce que rien ce serait mieux ? Non. Il est important de s'attribuer de moments, des espaces où l'on peut poser des discours, des valeurs. En Ville, c'est une semaine entière d'évènements, organisés par le service Agenda 21, en partenariat avec les départements d'Esther Alder et de Sami Kanaan. Cela permet de mettre en avant un travail qui se déroule toute l'année et à notre échelle, pour travailler les rapports de force et la société.

POUR UNE VILLE SANS INÉGALITÉ DE GENRE!

ENTRETIEN CAROLINE MARTI

Le professeur de géographie de l'Université de Genève Jean-François Staszak pose un regard éclairé sur les questions de genre dans l'espace public.

Causes Communes : Les femmes ont longtemps été confinées dans l'espace domestique, privé ou semi-privé. Peut-on identifier les étapes ou éléments qui leur ont permis progressivement d'investir l'espace public ?

Jean-François Staszak : La liste est longue, mais on peut facilement identifier des éléments déterminants. Tout d'abord, l'habillement. L'évolution de la mode et des tenues vestimentaires au 20e siècle a permis une libération du corps de la femme. En supprimant les corsets et autres éléments qui contraignaient le corps féminin, on a facilité leurs déplacements et ainsi supprimé un obstacle de l'accès des femmes à l'espace public.

Ensuite, les guerres de la première moitié du 20e siècle ont ouvert aux femmes le marché du travail salarié. Les hommes étant au front, les économies nationales et l'industrie de l'armement avaient besoin de la main-d'œuvre féminine. Face à cette nécessité, on ne pouvait plus se permettre d'être misogyne. Ces étapes historiques ont contribué à accepter et valoriser le travail des femmes hors de la sphère domestique.

L'apparition des machines dans l'économie domestique ainsi que le développement des structures de garde des enfants ont également permis de réduire la double charge, professionnelle et familiale, qui pesait sur les femmes et ainsi leur libérer du temps pour qu'elles puissent sortir de chez elles.

Mais il existe également d'autres obstacles à l'accès des femmes à l'espace public auquel on pense moins mais qui sont déterminants. Un exemple : les toilettes publiques. À l'époque, elles n'étaient équipées que de pissoirs ce qui, de facto, en empêchait l'utilisation par des femmes. Or l'autonomie que l'on a avant de devoir se rendre aux toilettes est de deux à trois heures. Sans accès aux toilettes publiques, les femmes ne pouvaient se déplacer que dans un périmètre de 4 ou 5 kilomètres autour de chez elles.

Quel a été le rôle des mouvements et combats féministes dans ce processus ?

Le combat pour le suffrage féminin a sans nul doute été déterminant. D'abord parce que les mobilisations des femmes et les mouvements de suffragettes ont placé leurs combats dans la rue et pris en main l'espace public. Ensuite, le droit de vote des femmes leur a donné accès à un espace public symbolique. Finalement, la possibilité d'être élues leur a ouvert les portes d'arènes publiques telles que les assemblées parlementaires.

La bataille contre le harcèlement et la violence dans l'espace public a également contribué à créer chez les femmes un sentiment de sécurité et fait en sorte qu'elles se sentent plus à l'aise dans la rue. Les combats amorcés dans les années septante pour que les victimes de viols ou de violences dans l'espace public ne soient plus considérées comme partiellement coupables, ont réduit la tolérance de nos sociétés face à ce type de violence qui prévalait jusqu'alors.

Quels sont les rapports de domination, les inégalités d'accès ou les différentes manières de s'approprier l'espace public entre les hommes et les femmes qui perdurent encore aujourd'hui ?

Il existe encore de très grandes différences dans la manière dont les hommes et les femmes occupent physiquement l'espace public. Je pense notamment à la gestuelle ou à la posture des un-e-s et des autres. A un arrêt de bus ou dans le métro par exemple, les hommes vont se tenir les jambes écartées, prendre physiquement plus de place. Mais les hommes occupent également l'espace d'une manière symbolique notamment par la parole. Ils auront plus tendance à parler fort, s'adresser aux autres, éventuellement siffler. Il s'agit d'une prise de pouvoir par le geste, la parole ou le regard. Ces comportements représentent une forme de violence symbolique envers les femmes. S'ils ne sont pas nécessairement illégaux ou pénalement répréhensibles, ces actes s'inscrivent dans une démarche d'intimidation et suscite chez beaucoup de femmes un sentiment de malaise, voire d'insécurité. Dans l'esprit de certains hommes, la place des femmes n'est pas dans l'espace public. Si elles s'y trouvent c'est qu'elles cherchent l'aventure, ce qu'elles ne devraient pas faire. Ces actes de violences symboliques cherchent à leur *faire payer* la transgression par rapport à l'image de la femme au foyer à laquelle ces hommes voudraient les rattacher.

Dans quels lieux de l'espace public les rapports de domination, les inégalités de genre ou la ségrégation sexuée restent prépondérants ?

Partout ! Il n'y a pas un seul lieu sans inégalités de genre.

Il vous suffit de vous demander pour chaque lieu donné s'il y a plus d'hommes ou de femmes et si les hommes et les femmes ont le droit (moral/social) d'y faire les mêmes choses. Tous les espaces sont genrés en fonction des rôles attribués à chacun des deux sexes. On ne retrouve pas les hommes et les femmes dans les mêmes endroits. Les hommes sont beaucoup plus nombreux dans les stades de foot ou au skatepark, les femmes sont surreprésentées dans les supermarchés en pleine journée. Leurs comportements dans ces espaces sont différents.

Alors que les hommes consomment l'espace public, y flânent, se promènent, l'utilisent pour asseoir leur pouvoir et acquérir un revenu, les femmes sont consommées par cet espace. Elles ne font qu'y transiter rapidement pour les besoins de leurs activités domestiques. L'acceptabilité sociale de la présence des hommes et des femmes dans les différents lieux publics n'est, par ailleurs, pas la même en fonction des différentes heures de la journée et de la nuit. Les femmes n'ont, par exemple, pas à se trouver seule dans l'espace public la nuit.

Notons également que tous les lieux de pouvoir sont des lieux masculins. Dans les entreprises par exemple, ont retrouvé les

femmes à l'accueil. Mais elles sont très peu représentées dans les lieux où se prennent les décisions. Si le plafond de verre est une barrière symbolique, il représente également une limite spatiale puisqu'il empêche les femmes d'accéder aux lieux de pouvoir.

On a vu surgir ces derniers mois et années des enjeux et sujets de débat relatifs à l'habillement des femmes dans l'espace public. Les débats sur la laïcité ont mené à une interdiction progressive du port de signes d'appartenance religieuse dans l'espace public : hijab, burqa, burkini, majoritairement portés par des femmes. Est-ce que l'on peut voir ces débats comme étant révélateurs d'une domination du masculin sur le féminin qui demeure dans l'espace public ?

Les hommes ne devraient pas avoir le droit de dire aux femmes comment s'habiller. Qu'une assemblée d'hommes blancs indique à des femmes, souvent d'origine étrangère, comment elles doivent s'habiller, c'est intolérable. Voir des femmes être contraintes par un homme de porter un voile n'en demeure pas moins très choquant.

Les femmes doivent pouvoir s'habiller comme elles le souhaitent. Être libre de porter le voile ou de ne pas le porter. On peut être d'accord ou pas avec leur choix, mais s'il est libre, il doit être respecté.
Cela étant, une société qui contraint les femmes à se vêtir différemment des hommes n'est effectivement pas égalitaire. Avant les années 1950, les femmes ne pouvaient pas porter de pantalons. Une société qui oblige les femmes à montrer leurs jambes en portant des jupes ou des robes est aussi inégalitaire en matière d'habillement qu'une société qui les oblige à les cacher sous un voile.

Soyons clair, ces hommes qui veulent faire interdire le burkini sur les plages françaises ne se sont jamais battus pour les droits des femmes. On se retrouve avec des hommes blancs qui essayent de sauver la femme de couleur de l'homme de couleur et c'est un discours que l'on entendait déjà pour justifier la colonisation. Il fallait aller sauver les femmes des harems. Sous couvert d'une lutte contre l'oppression des femmes, à qui on demande bien rarement leur avis, on retrouve une attitude néocoloniale empreinte d'islamophobie.

Les mouvements féministes se sont dernièrement emparés de la lutte contre le harcèlement de rue. Une problématique qui existe certainement depuis de nombreuses années mais qui restait méconnue, peu thématisée et peu reconnue il y a quelques années encore. Quel regard portez-vous là-dessus ?

Enfin on prend conscience d'un problème qui existe de puis longtemps et que l'on commence à considérer comme étant intolérable. C'est évidemment une bonne chose. Ainsi beaucoup de vidéos font le buzz sur internet en montrant, en caméra cachée, une jeune fille se faire harceler dans la rue.

Toutefois, il est rare que ces vidéos soient tournées dans des quartiers bourgeois. Les coupables qu'on montre sont souvent des jeunes gens appartenant à des minorités ethniques ou religieuses, ou immigrées. On a ainsi beaucoup parlé des agressions subies par des femmes lors de la nuit du nouvel an à Cologne en insistant sur l'origine des agresseurs. On aime moins parler du sexisme ordinaire « bien de chez nous » et des agressions qu'il suscite. C'est toujours l'autre qu'on accuse, et l'on ignore ou minimise le caractère misogyne et phallocrate de notre propre société. Accuser l'autre, c'est aussi une façon de se dédouaner. Comme si les problèmes rencontrés par les femmes en Europe étaient le fait des étrangers ou des Musulmans !

Certains prétendent qu'il faut agir là-contre par des aménagements concrets, notamment urbanistiques, pour réserver des lieux publics aux femmes : étages dans des parkings, places réservées aux femmes dans les bus le soir, pour qu'elles se sentent en sécurité. Pensez-vous que cette forme de ségrégation spatiale soit une bonne solution ?

Ce sont de mauvaises solutions mais ce sont quand même des solutions. Et mieux vaut une mauvaise solution que pas de solution du tout.

Même si elles sont efficaces, mais elles posent un problème parce qu'elles induisent l'idée que les violences faites aux femmes sont inéluctables, presque dans la nature humaine. Or, percevoir ainsi les violences sexuées les rend plus acceptables ou plus pardonnables.

Aujourd'hui, il nous faut être empirique. Nous poser les questions suivantes : *Est-ce que les femmes sollicitent de telles mesures ? Est-ce qu'elles en sont satisfaites ?* Si c'est le cas, il faut les mettre en place.

Toutefois, ces solutions doivent être perçues comme temporaires et non permanentes. Sur le long terme, il faut travailler à changer les états d'esprit et les représentations des un-e-s et des autres.

Les femmes doivent s'unir, ne plus tolérer le sexisme et les discriminations, notamment dans l'espace public. Par leurs actions et réactions, les femmes doivent faire ressentir un sentiment de honte chez les hommes qui profèrent des paroles ou ont des comportements sexistes.

Mais il ne faut pas croire que la bonne volonté suffit à modifier les mentalités. Le sexisme et la misogyne sont ancrés dans la structure de notre société, ils imprègnent tellement notre culture qu'il est très difficile de s'en départir. On doit donc s'attaquer aux causes. Pour mettre fin aux discriminations et inégalités entre hommes et femmes, on ne pourra pas faire l'économie de la remise en question de notre manière de voir le masculin, le féminin et la sexualité de chacun.

J'aimerais terminer en rappelant qu'aucune personne qui critique et condamne la misogynie des autres n'est à l'abri de commettre elle aussi ce type de chose. Nous devons donc adopter une posture introspective et être continuellement attentif à traquer les comportements sexistes, chez nous comme chez les autres.

TRAVAIL SOCIAL ET FÉMINISME

VÉRÉNA KELLER, PROFESSEURE HONORAIRE,
HAUTE ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL
ET DE LA SANTÉ, VAUD

Le travail social et le féminisme ne forment-ils pas un couple inséparable? Le travail social serait affaire de femmes, et le féminisme concernerait prioritairement voire exclusivement les femmes. Or une telle vision est, pour le moins, un raccourci.

Dans l´histoire du travail social, les femmes ont joué un rôle de pionnières en créant des écoles et en développant les théories et les méthodes. Or les hommes ont toujours été actifs dans ce champ, moins nombreux que les femmes certes, mais aux postes de pouvoir. Le travail social est marqué par le système de genre : il est mis en œuvre par une majorité de femmes – trois quarts en 2012 – sous la direction d´hommes qui gagnent des salaires supérieurs (Keller 2016).

Travail social : état des lieux

Le travail social vise, selon sa définition internationale (IFSW 2014), la libération des personnes, le développement du pouvoir d´agir, la justice sociale et le bien-être de toutes et tous. La question de l´égalité entre hommes et femmes est donc un axe central. Dans les pratiques et les théories du travail social, une approche féministe – comprise comme une orientation mettant au jour le système de genre et visant l´émancipation des femmes – a toujours été présente, portée par une partie des personnes actives dans ce champ. Dans les années suivant Mai 1968 et au sein des nouveaux mouvements de femmes, des travailleuses sociales ont créé diverses actions : des maisons pour femmes battues, des groupes de conscientisation et autres lieux de consultation pour femmes. Plus récemment, des animatrices socioculturelles ont organisé des activités réservées aux filles (Spindler 2011). Dès les années 1980, dans le sillon des études genre et des débats sur le *care*, les inégalités de genre dans le travail social – concernant les professionnelles et les usagères – ont donné lieu à de nombreuses publications, plus tôt en allemand, plus tard en français (p.ex. Cremer et al. 1990 ; Empan 75 2007 ; Les politiques sociales 1&2 2008).

Développer un travail social féministe

Des approches féministes, multiples et diversifiées, ont coexisté avec des orientations plus conservatrices voire masculinistes. Depuis quelques années, des appels à la mixité et des programmes prônant davantage d´hommes dans le travail social ne favorisent pas nécessairement l´égalité. Au contraire, ils peuvent conforter les stéréotypes de genre en naturalisant des *compétences masculines* et d´autres, *féminines*. Par ailleurs, les inégalités de genre ne sont pas mobilisées, de manière systématique, pour la compréhension des problèmes sociaux. Ainsi, dans une récente étude (Modak et al. 2014), nous avons observé que les assistantes et les assistants sociaux traitent différemment les hommes et les femmes, sans toutefois se référer au système de genre qui leur semble invisible. Pour de nombreuses et nombreux professionnel-le-s, l´intérêt de l´enfant prime sur celui de sa mère, cette dernière étant préconisée physiquement et directement présente auprès de son enfant. Un *néo-maternalisme* (Giraud & Lucas, Cahiers du genre 46 2009) se fait jour.

Force est de constater que, dans le travail social comme ailleurs, l´égalité de genre est loin d´être une réalité. La conscience de ces inégalités est défaillante. Or, comme d´autres champs, le travail social est tout à la fois un lieu de reproduction et de transformation des normes dominantes. Il est possible, et nécessaire, de développer un travail social féministe. Le travail social et le féminisme ne sont toutefois pas des affaires de femmes, mais des affaires qui bénéficient à toute la société – des affaires d´État.

Références

Cremer, C. et al. (1980). *Frauen in Sozialer Arbeit*. Weinheim : Juventa.

Keller, V. (2016). *Manuel critique de travail social*. Lausanne : eesp ; Genève : ies.

Modak, M., Messant, F. & Keller, V. (2013). Les normes d´une famille *juste* dans les interventions des assistantes et assistants sociaux. *Nouvelles questions féministes*, 32 (2), 57-72.

Spindler, C. (2011). *Im Mädchentreff haben die Heranwachsenden Raum ganz für sich*. SozialAktuell 1, 34-35.

LES FEMMES ET LE SPORT

BÉATRICE GRAF LATEO

Depuis la naissance du sport moderne, inventé par les hommes et pour les hommes à la fin du 19e siècle, les femmes ont conquis le droit de pratiquer toujours davantage de sports, même si le sexisme reste présent : la place des exploits des sportives d'élite est ténue dans les médias et leur rémunération moindre.

Au 19e siècle, les tabous au sujet du corps des femmes étaient très importants. *Les cheveux défaits, les jambes dénudées et l'effort étaient incompatibles avec la tenue alors attendue des femmes (au double sens du terme)*[1]. C'est ainsi que les premiers jeux olympiques modernes, exclusivement masculins selon la volonté de Pierre de Coubertin, ont eu lieu en 1896 à Athènes. 4 ans plus tard à Paris, une vingtaine de sportives étaient acceptées dans deux disciplines, le tennis et le golf. Il y eut ensuite des sportives d'exception avant que, dans les années 1930, n'apparaissent notamment dans les romans d'Agatha Christie, de fortes figures de *sportswomen* cyclistes ou automobilistes, s'émancipant et libérant leur corps des longs vêtements entravant leurs mouvements[2]. Les femmes ont ensuite de plus en plus participé aux Jeux olympiques pour qu'il ne reste plus que 4 monarchies pétrolières n'envoyant pas de femmes à Pékin en 2008, alors que 35 pays n'avaient pas de femmes en lice à Barcelone en 1992 [3].

Toutefois, même pour la course à pied, la bataille a été rude. La Bernoise Marijke Moser, avait dû participer en 1973 à la Course Morat-Fribourg sous un nom masculin. Ce n'est en effet qu'à la fin des années 70 que la Fédération internationale d'athlétisme a autorisé les compétitions officielles d'épreuves de fond excédant 1500 m pour les femmes. La situation a bien changé, puisque depuis 2014 les inscriptions féminines à la Course de l'Escalade dépassent celles des hommes (walking compris). En moins de dix ans, elles ont ainsi comblé un écart de 4000 sportives par rapport aux hommes.

En Suisse, les femmes font désormais pratiquement autant de sport que les hommes. C'est l'un des constats réjouissants de l'enquête de la Confédération *Sport suisse*. Cependant, l'activité sportive n'est pas la même chez les femmes que chez les hommes, puisque le genre, l'âge, l'origine et le revenu sont parmi les facteurs qui influencent les pratiques sportives. Celles-ci restent très *genrées*, la majorité des femmes privilégiant des activités pouvant être pratiquées tout au long de la vie, comme le fitness, la gym, la randonnée pédestre, le cyclisme, la natation et le ski. On constate aussi que les femmes *sont moins portées par l'esprit de compétition et préfèrent souvent une pratique plus communautaire et plus conviviale*[4]. Ces dernières années, on a vu de plus en plus de filles jouer au football, qu'elles pratiquent de manière différente avec *moins de duels et de tacles, mais plus de jeu en triangle, de dédoublements, de buts en mouvements*. De même pour le rugby, *il n'y a pas autant de rapports de force, mais plus de passes, de jeu et de technique avec des stratégies d'évitement* [5].

Il n'en demeure pas moins que, selon le géographe français Yves Raibaud, les équipements sportifs sont destinés presque exclusivement aux hommes, comme les stades de foot, de rugby, les skateparks, les streetbasket ou terrains de pétanque. Il indique que 75% des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes profitent aux garçons (maisons de quartiers et salles de musiques compris)[6]. Les études constatent en effet qu'à partir de l'adolescence, les filles décrochent des activités de loisir sportif en raison de l'absence de commodités, de lieux dédiés et en raison de l'agressivité des garçons. On assiste ainsi à une disparition des activités sportives et de plein air mixtes et à un repli des filles sur des activités conformes aux stéréotypes de genre. Quant aux garçons, rares sont ceux qui osent pratiquer des sports jugés féminins au risque de subir aussi le machisme et l'homophobie.

Consciente de ces difficultés et dans le prolongement de son Programme *Genre et sports* (2014), la Ville de Genève a lancé en automne 2016, une enquête sur le sport féminin. Toutes les femmes, qu'elles soient un peu, beaucoup ou pas du tout sportives et quel que soit leur âge, étaient invitées à répondre à un questionnaire en ligne. Les résultats de cette enquête, menée conjointement par les Services Agenda 21-Ville durable, des sports et de la jeunesse, permettront d'orienter au mieux l'offre sportive pour répondre aux attentes des femmes dans les années à venir.

1 Le Sport féminin. *Le sport, dernier bastion du sexisme ?* Fabienne Broucaret, Michalon Editions, Paris, 2012, p. 12, citation de Catherine Louveau
2 *Sportives dans leur genre ? Centre international d'étude du sport*, Vol. 3, Monica Aceti & Christophe Jaccoud (éd.), Peter Lang, Berne, 2012, p. 6
3 *Femmes et sport. Regard sur les athlètes, les supportrices et les autres,* sous la direction de Maylis de Kerangal et Joy Sorman, Hélium, Paris, 2009, p.105
4 *Le Sport féminin*, p. 52
5 *Le Sport féminin*, pp. 49 et 45
6 *La ville faite par et pour les hommes*, Yves Raibaud, Editions Belin, 2015, p. 17

FEMMES DANS L'ART

PATRICIA VATRÉ, PRÉSIDENTE
DE LA COMMISSION CULTURE DU PSG

La pratique des Arts par les femmes existe depuis toujours, mais dans nos sociétés dites civilisées la volonté de les domestiquer, les a peu à peu évincées de leur pratique libre et de la reconnaissance en tant qu'artistes, leur niant toute visibilité de leurs oeuvres dans l'espace public. Alors qu'on les y surexposait, en tant que modèles ou muses de la production artistique masculine.

Cette mise sous silence-joug, progressive et fluctuante a connu son apogée au XIXe. L'Art Contemporain: oeuvres produites de 1945 à nos jours, par des artistes engagé-e-s critiquant ouvertement les abus idéologiques, politiques, économiques et les stéréotypes y met fin. Vers 1960, éclôt l'Art Féministe: oeuvres reflétant les vies, combats et ressentis intimes des femmes. Leurs questionnements sont toujours d'actualité. *Faut-il prendre part au système ou tenter de l'annihiler? Peut-on influer le court de l'art, et intérêt à le faire? Existe-t-il un art féminin?* Pour témoigner de cette lutte acharnée pour conquérir une place égale à celle des hommes, voici 7 portraits de femmes dont la vie et les travaux sont emblématiques de la condition des femmes, artistes ou pas.

Dérangeante-Dérangée

Camille Claudel 1864-1943, sculptrice et artiste peintre française dont le style expressionniste et réaliste bouleverse par ses tensions et ses courbes. Elle sculpte frénétiquement depuis l'enfance, errant en boitant dans la campagne pour trouver sa glaise, pour échapper à l'hostilité de sa mère qui hait sa force et sa sauvagerie. Alfred Boucher lui fait prendre conscience de ses dons exceptionnels. Avec l'appui de son père, elle monte à Paris à 18 ans, où elle loue un atelier et rencontre Rodin qui devient son maître et son amant, de 23 ans son aîné. Bénédiction ou calamité. De fille de médecin, nièce de prêtre et soeur du poète, écrivain et diplomate Paul Claudel, elle se résume désormais à collaboratrice, maîtresse et muse de Auguste Rodin. Leurs talents respectifs et leur passion s'encouragent, se fondent puis s'affrontent. Elle travaille à sa propre création, à bout de forces, en plus de tout donner à la sienne. Mais seule l'oeuvre de Rodin est reconnue. Ambivalent, il affirme: *Mademoiselle Claudel est devenue mon praticien le plus extraordinaire, je la consulte en toute chose. Ou encore Je lui ai montré où trouver de l'or, mais l'or qu'elle trouve est bien à elle.* Pourtant il entretient la confusion dans les esprits. Finalement il ne l'épousera pas et la rejettera car son talent lui fait de l'ombre. La voilà doublement perdue. Brisée par un internement psychiatrique à perpétuité. Elle meurt abandonnée à l'asile, anonyme. 40 ans plus tard un livre, puis un film éponymes la sortent de l'oubli du public. Son immense talent est enfin reconnu. Ses oeuvres sont exposées notamment au Musée Rodin.

Entravée et libre

Frida Kahlo 1907-1954, peintre mexicaine. Suite à une poliomyélite et à un terrible accident de tramway, son corps brisé, entravé, n'est que souffrance. Elle passe sa vie alitée à peindre. Des autoportraits tourmentés et foisonnants où se mêlent réalisme et symbolisme. Son visage, son corps sont partout dans son oeuvre. Sa beauté devient son emblème tant elle s'immortalise par la photographie. En 1922, elle se choisit pour date de naissance le 7 juillet 1910 celle de la révolution mexicaine. Elle vit et crée aux côtés d'un autre monstre sacré Diego Ribeira, qu'elle épousera à deux reprises en 1929-39, puis en 1940-54. Elle le quittera d'une lettre-cri d'amour et de révolte, bouleversante. Bisexuelle, militante, en 1928 elle entre au parti communiste avec son amie Tina Modotti. L'émancipation des femmes l'intéresse particulièrement. Elle brûle d'impérieux désirs : voyages, études, liberté et plaisirs. Elle vit de grandes passions Maïakovski, Trotski, André Breton et... sa femme Jacqueline. Le drame abyssal de sa vie est ses nombreuses fausses couches qu'elle expie-transcende dans ses tableaux. *On me prenait pour une surréaliste. Ce n'est pas juste. Je n'ai jamais peint mes rêves. Ce que j'ai représenté était ma réalité.* En 1939, exposée à Paris aux côtés des surréalistes qu'elle déteste, elle se nomme Frieda (Frieden: Paix) en réaction au régime nazi. *L'art de Frida est un ruban autour d'une bombe,* dixit A. Breton. Dernier tableau : Viva la Vida.

Encore utile phallus

Louise Bourgeois 1911-2010 sculptrice, peintre française, issue d'une famille d'artisans et galeristes, communards (d'où son prénom hommage à Louise Michel) à qui elle prêtera main forte tout en étudiant. Passionnée de lecture, peinture, musique et psychanalyse. Sportive. En 1932, très douée pour les maths et la géométrie descriptive, elle les étudie à la Sorbonne. Elle passe à l'art *pour exprimer des tensions familiales insupportables, il fallait que mon anxiété s'exerce sur des formes que je pouvais changer, détruire et reconstruire.* Par le dessin, la peinture et la sculpture, donc... Elle se marie, s'installe aux USA, aura 3 fils, dont le 1er adopté. Ses oeuvres ardentes, impertinentes explorent l'érotisme, l'universalité des relations et la frustration des amants ou des membres d'une

même famille. *La vérité est que Freud ne fit rien pour les artistes. Ils ont une souffrance qu'ils répètent car ils n'ont pas accès au remède.* Ses Mères : gigantesques araignées de métal portant leur oeufs sont exposées de façon permanente en plein air dans de nombreuses capitales. Le plus souvent sur les esplanades des musées. On retiendra d'elle une délicieuse photo, adorable vieille dame portant sous le bras tel un fusil de chasse ou une bonne baguette de pain chaud, un immense phallus. Tout en fixant l'objectif d'un air de jeune femme malicieuse. Jubilatoire.

Ne plus taire

Nikki de St Phalle 1930-2002 plasticienne, peintre, sculptrice et réalisatrice franco-américaine.
Violée par son père à 11 ans, elle ne s'en ouvrira qu'à l'âge de 64 ans dans son livre «Mon secret». D'abord mannequin, puis épouse et mère de famille à 20 ans. Elle se lance dans une activité créatrice autodidacte. Très vite, les puissants effets libératoires de cette expression intime la plongent dans une grave dépression «nerveuse». Internée, elle subit des électrochocs sévères qui altèrent fortement sa mémoire. *J'ai commencé à peindre chez les fous... j'y ai découvert l'univers sombre de la folie et sa guérison, j'y ai appris à traduire en peinture mes sentiments, les peurs, la violence, l'espoir et la joie.* Elle poursuit son parcours résilient, découvre Gaudi, divorce, fait atelier commun avec Jean Tinguely, l'épouse et crée. Tirs de carabine et Nanas multicolores majestueuses.

Jeux de mains, jeux de vilaine

Annette Messager 1943, plasticienne française poursuit une oeuvre patiente et passionnante, tout à fait singulière et distincte de celle de son époux, Christian Boltanski. Par le biais d'installations aux techniques mixtes – typographie, photo, dessin, laine, tissu, animaux empaillés et objets de récupération – elle explore silences et mythologies individuelles. Investissant l'espace sans limites. Son travail rampe au sol, recouvre les murs et pend du plafond. Elle y détourne la tradition des travaux d'aiguilles, expose carnets intimes, sédimente, accumule, emberlificote. Plus discrète au sujet de sa vie et des origines de sa vocation. Elle est non moins incontournable, pour ce qui est de ce l'avancée de la condition des femmes dans la société et de leur reconnaissance dans le Monde de l'Art. Elle expose dans de prestigieux musées et a enseigné aux Beaux-Arts de Paris.

Bien se vendre, c'est mâle

En 1980, on assiste à un regain d'antiféminisme auquel répliquent aussitôt les femmes artistes. A l'instar des Guerilla Girls, costumes de Gorilles et pseudo empruntés aux grandes figures féminines historiques, telle Frida Kahlo. Elles manifestent, investissent l'espace public et comptabilisent la présence des femmes au sein des expositions, des musées. En France, en 2012-2013, il y avait 64% de femmes dans les effectifs des écoles d'art. Pourtant elles sont encore rares aux postes de direction, ce qui maintient la navrante proportion de femmes exposées. De nos jours, elles sont moins de 25% au grand palmarès du Marché de l'Art, 5% en 1980. Leur cote reste moindre. Leurs oeuvres se vendent nettement moins chères que celles des hommes, alors que chacune est unique. Ce phénomène s'auto-alimente encore, car les femmes ont longtemps été minoritaires parmi les artistes et le restent chez les experts, galeristes, mécènes, membres de jury, conservateurs et directeurs de musées.

Ceci est mon corps, ceci est mon sang

Marina Abramovitch 1946, repousse les frontières du potentiel psychique et physique par des performances extrêmes. Elle s'est flagellée, lacérée, congelée, a absorbé des produits psychoactifs jusqu'à la perte de connaissance. Une fascination pour le dépassement de soi et une endurance hors normes, dont elle attribue l'origine à son enfance de fille de combattants serbes, qui l'ont plus dressée que choyée. Aux USA, elle a ouvert un centre expérimental afin d'explorer mais également former une relève apte à assumer ses performances. *Je suis intéressée par l'art qui dérange et pousse loin la représentation du danger. Garder l'attention sur le danger, c'est se mettre au centre de l'instant présent.* Longtemps, elle a expérimenté avec Ulay, en vivant dans des conditions de vie très précaires. Leurs travaux se confondent avec leur relation. Respirer le souffle l'un de l'autre, lèvres collées jusqu'à la suffocation. Crier face contre face pendant des heures. Marcher des semaines sur la grande muraille, chacun partant d'une extrémité pour se rejoindre au centre. Initialement voulue pour célébrer leur amour-fusion, cette performance sera filmée après leur rupture, car il aura fallu 8 ans pour obtenir les autorisations. Leur réunion poignante scelle leur séparation. Elle s'est mariée 2 fois, à 30 ans d'intervalle 1971/76 et 2005/09. Artiste d'une puissance rare, elle a été accusée de Satanisme en 2013. Le thème des menstruations est récurent chez quasiment toutes les artistes. Du *Louise Bourgeois* manuscrit en lettres attachées de sang, à la chambre en crue d'Annette Messager. Marina offrira, elle, une femme-poupée gâteau baignant dans le sang dévorée en public.

Free Feminist Energy

Angela Marzullo 1971 féministe radicale, vidéaste et performeuse grâce à MAKITA son double. Suisse italienne, née à Zürich, elle a étudié à la HEAD. Elle critique les mécanismes sexistes construisant l'identité genrée depuis l'enfance, envisage l'art et la culture comme transmission de la lutte féministe. Son allure de samouraï urbain est radieuse. Elle travaille, avec ses deux filles, l'intersection maternité/féminisme dans *Performing SCUM* 2005. Puis explore les clivages privé/public dans *Mi scappa la pipi* littéralement: mon pipi m'a échappé ou je n'ai pas pu me retenir. Elle urine in situ aux abords des Nations Unies ou se met en scène façon Manneken-Pis, accroupie. Station debout bastion masculin à conquérir dans une prochaine exploration qui sait ? *Makita Manifesto* 2012, appelle à une pratique féministe artistique révolutionnaire permettant l'autodétermination dès le plus jeune âge. *Makita Gelato* 2015, la glace mangée de manière très suggestive par l'artiste hyper maquillée, fond et s'étale sur ses photos exposées tête en bas. Passivité féminine face à la consommation masculine du corps féminin. *Homeschooling* 2016 rétrospective de ses travaux sur l'éducation, dont le point nodal est a lecture live de la vision utopique de Pasolini. *Feminist Energy Crisis* son parcours post punk qui se veut dérangeant est actuellement exposé au Centre photographique de Genève jusqu'au 12 mars 2017. Quotidiennement à partir du lent et sensuel découpage du journal Le Monde du jour, elle sculpte une vulve en relief.
Chaque jour unique et revisitée.
L'Origine du Monde.

JACQUELINE VEUVE HOMMAGE À LA PIONNIÈRE DU CINÉMA ROMAND

EMMANUEL DEONNA,
CONSEILLER MUNICIPAL

L'association Cin&Lettres, en collaboration notamment avec la Cinémathèque suisse, la RTS et Memoriav, rend hommage à la pionnière incontournable du cinéma suisse romand, en éditant un beau coffret de huit DVDs consacré à Jacqueline Veuve.

Née en 1930 et décédée en 2013, la cinéaste est l'une des très rares femmes à s'être tôt frayé un chemin dans l'univers professionnel du cinéma en Suisse. *Son fort tempérament et sa détermination lui ont permis de se faire une place dans un monde presque exclusivement masculin et extrêmement misogyne*, souligne Jean Perret, directeur du Département Cinéma/ Cinéma du réel à la Haute École d'Art et de Design. À l'aune peut-être de cette expérience, Jacqueline Veuve excelle dans les portraits qu'elle réalise de femmes ayant eu à combattre la violence, la discrimination et les stéréotypes *Susan* (1974)*, Angèle Stalder ou la vie est un cadeau* (1978)*, Delphine Seyrig, portrait d'une comète* (2000). Le coffret DVD édité par Cin&Lettres sorti en novembre dernier permet de redécouvrir l'ampleur impressionnante du travail de cette cinéaste incroyablement prolifique. Fascinée par les petits métiers, le patrimoine agricole et artisanal *Le Panier à viande* (1966), *Les Métiers du bois* (1992), *Chronique Paysanne en Gruyères* (1990), *Chronique Vigneronne* (1999), *La Petite Dame du Capitole* (2005), etc, la réalisatrice traita aussi de thèmes sociaux fondamentaux dans ses films, tels que la mort *La Mort du Grand-Père ou le Sommeil du Juste* (1978), la prison et la drogue *Inconnu à cette adresse* (1982), l'armée de milice *L'Homme des casernes* (1994) et l'horreur de la guerre *La filière* (1987), *la Traversée* (1986), *Journal de Rivesaltes* (1997). Un goût pour la nuance et un esprit critique rafraichissants.

Le coffret documentaire consacré à Jacqueline Veuve inclut deux très beaux documentaires consacrés à la cinéaste : Chère Jacqueline de Dominique de Rivaz et Jacqueline Veuve d'Emmanuelle de Riedmatten. Ces deux réalisatrices accomplies ont bien connu Jacqueline Veuve pour avoir travaillé à ses côtés. Elles évoquent son souvenir et l'évolution de la place des femmes dans la profession de cinéaste en Suisse.

Emmanuel Deonna : Dans quelle mesure votre parcours a-t-il été influencé par votre rencontre avec Jacqueline Veuve et son cinéma?

Dominique de Rivaz : Jacqueline Veuve était obsédée par les sujets qu'elle filmait. Elle y pensait tout le temps et elle donnait l'impression de ne jamais se reposer. Elle m'a sans doute inculqué, comme à Emmanuelle de Riedmatten, Lionel Baier, Fernand Melgar et d'autres qui ont travaillé avec elle, le germe de l'assiduité. Jacqueline s'est dédiée presque exclusivement au documentaire. Pour ma part, j'ai fait surtout de la fiction, court et longs-métrages, des romans et des livres-photos. J'ai suivi mon propre chemin, mais elle était pour moi comme une grande sœur.

Emmanuelle de Riedmatten : Pour avoir travaillé avec Jacqueline Veuve sur le scénario de *l'Homme des casernes,* j'avais été frappée par le temps qu'elle donnait à la marche d'approche. Elle travaillait énormément avant de tourner, faisait des repérages précis, parlait beaucoup avec les gens et arrivait sur le tournage avec un scénario précis en tête. Je pense comme elle que la relation avec les protagonistes est primordiale pour aller ensemble au plus près de ce que l'on veut faire. Sur le tournage, elle savait mettre les gens à l'aise et sa cordialité aidait à la prise de parole. Dans ses films, Jacqueline s'est intéressée aux femmes et aux hommes, ce qui est aussi mon cas et ça me semble important d'embrasser les deux genres. Comme elle, j'ai traité de destins individuels pour parler de destins collectifs. Elle ne faisait pas de commentaire off, c'était une règle pour elle. Il lui est tout de même arrivé de dire une phrase par-ci par-là, comme dans *Jour de marché.* De mon côté, j'ai pris la parole à la première personne dans plusieurs de mes films et je l'assume complètement.

Vos premiers films datent des années 1980 et 1990. Aujourd'hui, est-il plus facile à votre avis pour une femme en Suisse d'embrasser la carrière de cinéaste ?

Dominique de Rivaz : À l'époque où Jacqueline a commencé à faire des films, dans le monde du cinéma, une femme était secrétaire, à la limite assistante ou, au mieux, monteuse. Jacqueline Veuve s'est battue

pour celles qui sont venues après elle. Nous devons beaucoup à cette génération de féministes à laquelle elle appartient avec Delphine Seyrig et Carole Roussopoulos. Je reviens des *Journées du cinéma suisse de Soleure* où j´officiais dans le jury de la relève. La moitié des films présents étaient réalisés par des femmes. Les filles ont aujourd´hui des écoles à disposition. Il y a beaucoup plus de possibilités que par le passé pour des femmes de faire du cinéma. Une sorte d´égalité s´est instaurée et on peut profiter de ces acquis.

Emmanuelle de Riedmatten : Personnellement, j´ai commencé à réaliser des films sur le tard et je n´ai pas le sentiment d´avoir été pénalisée parce que je suis femme. Pour la petite histoire, un de mes documentaires le plus diffusé est un documentaire sur la menstruation, *Les Visites de la lune*. De plus, mes films ont été réalisés surtout pour des chaînes de télévision, donc plus faciles à produire que des films de cinéma. Je ne pense pas faire carrière dans le cinéma. En ce qui me concerne, je fais plutôt de l´artisanat. Aujourd´hui, il y a en Suisse de plus en plus de femmes cinéastes de talent que j´admire énormément. Elles assument, elles foncent, elles font carrière. Si elles ne sont pas toujours reconnues à leur juste mesure, il me semble qu´elles le sont et vont l´être de plus en plus. D´ailleurs plusieurs femmes ont été lauréates du prix du Cinéma suisse ou d´autres prix importants. Pour avoir participé à des jurys dans des écoles, je vois germer des cinéastes femmes qui vont sûrement faire parler d´elles dans les années à venir. Il faut tout de même dire que réaliser un film est difficile pour tout le monde. Le système de financement fait qu´il faut attendre parfois tellement longtemps pour rassembler les fonds que l´énergie s´est déjà évaporée au moment où il faut commencer à tourner. Que l´on soit femme ou homme, le parcours est ardu et les phases de découragement font fi du genre.

Comment se décline votre engagement féministe au quotidien ?

Dominique de Rivaz : Je me sens complètement solidaire des femmes qui se mobilisent contre Trump par exemple. Mes films sont peut-être marqués par ma sensibilité féminine, mais je dirais que je suis plus féministe en littérature qu´au cinéma. Mes romans sont ainsi très axés sur les femmes. *Ma poussette* est consacrée à une femme qui ne peut pas avoir d´enfants, une histoire de stérilité traitée sur un ton drôle, poétique et à la fois cruel. *Rose Envy* est un livre qui évoque l´histoire d´une femme qui mange les cendres de son époux défunt par amour et par chagrin. C´est un récit sur la passion qui peut dévorer l´être humain. Je traite de thèmes entre le prosaïque et le sacré qui sont universels. Ils ont des résonances pour les hommes comme pour les femmes.

Emmanuelle de Riedmatten : D´être femme au travers de ma vie et de mon travail. S´il faut participer à la cause des femmes, je le fais dans la mesure de mes moyens et à travers certains de mes documentaires. Je ne milite pas particulièrement, mais je fais les choses comme j´estime devoir les faire, en suivant mes choix, librement. Ma mère nous avait appris à mes sœurs et à moi – il y avait encore trois frères – à nous assumer en tant que femmes et j´ai eu très tôt la certitude que nous valions autant que les hommes. Donc, je n´avais pas à lutter, mais à être. Je m´intéresse beaucoup à l´humain et pour moi le respect est sacré. Si je peux aider des femmes à prendre conscience de leur force et de leur réelle valeur, j´essaie de les encourager à aller au plus loin d´elles-mêmes. Là est mon féminisme.

CONSEILS DE LECTURES

Désorientale
Négar Djavadi

Une fresque flamboyante sur la mémoire et l'identité. La saga d'une famille iranienne d'opposants au régime du Shah, puis à celui de Khomeiny, racontée à partir de la salle d'attente du service PMA d'un hôpital parisien où la narratrice, Kimiâ, patiente en attendant une insémination artificielle. Elle nous entraine dans son enfance iranienne, dans l'histoire de sa famille sur quatre générations, nous confronte au destin des femmes en Iran au cours du XXe siècle. Suivre la vie de ces personnages attachants et hauts en couleur nous fait revivre le coup d'État de 1953 orchestré par la CIA, l'ascension sur le trône de Reza Pahlavi, la révolution de 1979, l'avènement de Khomeiny et l'incroyable violence qui a frappé la société iranienne, à commencer par les femmes. Le livre est aussi une réflexion sur l'exil que reflète bien ce passage *Pour s'intégrer à une culture, il faut se désintégrer d'abord, du moins partiellement, de la sienne. Se désunir, se désagréger, se dissocier. Tous ceux qui appellent les immigrés à faire «des efforts d'intégration» n'osent pas les regarder en face pour leur demander de commencer à faire «des efforts de désintégration». Ils exigent d'eux d'arriver en haut de la montagne sans passer par l'ascension.*

SIMONE IRMINGER

Encyclopédie critique du Genre
Collectif sous la direction de Juliette Rennes

Vous cherchez un bref historique du mouvement queer et un état de la question? Vous voulez en savoir plus sur le gonochorisme, sur le pink-washing? Pas de doute, il vous faut acquérir cette encyclopédie. Ses auteur-e-s indiquent que leur ouvrage est structuré par trois axes transversaux : le corps, la sexualité et les rapports sociaux ; il comprend 66 textes thématiques, par exemple : affects, corps au travail, filiation, langage, placard, regard et culture visuelle, vêtement, etc. Bref, une somme! Un regret quand même : aucune entrée «Politique».

Collectif sous la direction de Juliette Rennes, *Encyclopédie critique du Genre*, La Découverte, 2016, 740 pages

ULRICH JOTTERAND

Poèmes et fragments
Sappho

Mais il faut oser tout, puisque

Il faut laisser du temps aux mots : il n'aura fallu que 2650 ans pour que nous atteignent ceux d'une princesse de Mytilène, et que par la voix d'Angélique Ionatos les chantant dans la langue ancienne, ou dans la langue moderne en laquelle un autre grand poète, Odysseus Elytis, les transmit, le temps soit aboli. Il s'en est perdu, de ces mots, en leur longue route de vingt-six siècles, et l'espace silencieux que cette perte laisse parfois dans les fragments qui nous restent...

désir sueur
rose
je dis

... c'est à nous de le remplir, à nous de mettre nos mots à la place de ses mots perdus, comme sont perdus ceux d'Héraclite.
Elle, c'est Sappho. Ses mots d'amour, de peur, de résistance, sont les premiers qui firent poèmes en la langue des dieux de la Grèce et étant dits par une femme. Et le premier de ces mots est le même que celui d'Antigone : *Non! Non* aux amours qui se brisent, *Non* aux hommes qui refusent aux femmes le droit d'aimer qui elles aiment, *Non* au tyran, fût-il démocrate, fût-il le peuple lui-même, et *Non* aux dieux même, lorsque leur poids se fait insupportable.
Pour la première fois, une voix de femme ne s'est pas perdue, disant le monde en dedans de nous et le monde en dehors de nous :
J'ai servi la beauté
Était-il en effet pour moi
Quelque chose de plus grand?
Une énigme, une merveille, dit André Bonnard de Sappho, brûlante et grave, qui parle des arbres et des bêtes, de la mer et du vent, des fleurs et du soleil, et d'amour, de désir, de beauté, de liberté sans jamais cesser de nous parler d'elle, et de nous.

Je dis qu'un jour quelqu'un se souviendra de nous.

Sappho, *Poèmes et fragments*, La Délirante, 1989

Sappho de Mytilène par Angelique Ionatos et Nena Venetsanou, CD Auvidis Chorus, 1991

PASCAL HOLENWEG

Mémoire de fille
Annie Ernaux

Entrer dans l'âge adulte à la fin des années 50 du XXe siècle, de la politique à la sexualité, la vie professionnelle, devenir écrivaine et se consacrer, si on peut dire, à la vie, à l'existence de ses sœurs, protagoniste, elle-même, de la solidarité de genre.

ALBERT RODRIK

Délivrances
Toni Morrison

Au commencement il y a la honte : dans la première scène de Délivrances, le grand roman de Toni Morrison, une mère regarde la petite fille qu'elle vient de mettre au monde et tout de suite, immédiatement, c'est la honte et la peur qui s'emparent d'elle. Elle se saisit d'une couverture, elle la plaque sur la tête du bébé et elle appuie pour l'étouffer. Mais elle renonce : elle n'est pas capable de commettre un meurtre. Les premières lignes du roman nous apprennent aussi les raisons de ce geste terrible, désespéré : *Elle m'a fait peur, tellement elle était noire. Noire comme la nuit, noire comme le Soudan.* Sweetness, la mère, ne comprend pas pourquoi la peau de sa fille est si sombre, alors que la sienne et celle de toute la famille est relativement claire, tellement claire, même, que sa grand-mère réussit à se faire passer pour blanche. Or, dans la société américaine qui est la leur, plus les Noirs ont la peau sombre et plus ils sont la cible du racisme. Pendant toute l'enfance de sa fille Lula Ann, Sweetness va lui faire payer la couleur de sa peau, et le stigmate qu'elle représente pour toute la famille. Elle la maltraitera, elle ne lui donnera jamais la main. Lula Ann, de son côté, fera tout pour gagner l'amour de sa mère et lui prouver qu'elle est digne d'autre chose que de la honte, jusqu'à accomplir l'irréparable, simplement pour que sa mère accepte de poser les yeux sur elle, l'espace d'un instant.

Ce dernier roman de Toni Morrison est un livre magistral sur les violences qui traversent nos vies et la lutte acharnée qu'il nous faut mener pour s'en défaire.

Toni Morrison, *Délivrances*, Editions Christian Bourgois, 192 pages, 7,10 euros.

ÉDOUARD LOUIS

Sarah Waters

Je digère, en fin d'année, à l'heure des fêtes, une œuvre récente de l'écrivaine britannique Sarah Waters, auteure d'environ une demi-douzaine d'ouvrages ayant toujours deux caractéristiques :

– le choix d'un lieu et d'une période de l'histoire de Grande Bretagne au terme d'une recherche fouillée, sociologique, géographique, à la façon d'un documentaliste.

– avoir toujours au centre du récit, du propos, de la finalité de l'entreprise, une ou plusieurs femmes, avec une place privilégiée, centrale à la femme homosexuelle.

Dans *The paying guests,* la période – tout à fait charnière – retenue est 1922, au sortir de la 1ère guerre mondiale, les soi-disant vainqueurs aussi démolis que les vaincus.

Les premiers balbutiements de l'affirmation d'une volonté d'émancipation, la quête de droits fondamentaux dans la vie publique, comme dans la vie privée (pas plus simple, pas plus facile).

Avec tout ça, une langue d'une richesse rare, d'une minutie extrême.

ALBERT RODRIK

Édouard Louis

Le jeune auteur de 24 ans, s'est fait remarquer comme conférencier et essayiste en 2013 grâce à un ouvrage collectif sur Pierre Bourdieu (*L'insoumission en héritage*, Seuil).

En 2014, il commence une carrière de romancier avec *En finir avec Eddy Bellegueule,* paru au Seuil, vendu à plus de 400000 exemplaires, traduit dans 19 langues et reconnu par les critiques littéraires du monde entier.

En 2016, il publie *Histoire de la violence,* Seuil, qui provoqua louanges ou controverses.

Édouard Louis a souvent été l'invité de la Maison Rousseau/littérature, à la Grand'Rue, que je préside.

Édouard Louis prépare son 3e roman pour septembre 2017.

MANUEL TORNARE

Tu vois le genre? Martine Chaponnière et Silvia Ricci Lempen

Depuis les luttes pour modifier les lois qui faisaient des femmes des mineures dans la famille et la conquête de leurs droits politiques, le mouvement féministe des années 70 s'est bien diversifié et a emprunté de multiples directions. Il est en effet difficile d'expliquer la persistance des inégalités et la domination masculine en général, thèmes faisant l'objet des études genre à l'Université. Le mouvement féministe est donc devenu éclaté et ce livre permet d'y voir plus clair entre les différents courants de pensée, quelquefois contradictoires, traitant de la politique, du travail et du temps à y consacrer, de la culture, du multiculturalisme, de la famille, de la sexualité et de l'amour.

Tu vois le genre? Débats féministes contemporains, Martine Chaponnière et Silvia Ricci Lempen, Editions d'en Bas & Fondation Emilie Gourd, 2012.

BÉATRICE GRAF LATEO

Sur les rives du lac Mère. Un voyage aux confins du Tibet à la rencontre du peuple Moso Francesca Rosati Freeman

Au sud-ouest de la Chine, au pied de l'Himalaya, vivent depuis des millénaires les Moso, une société égalitaire, où les femmes sont valorisées, et que les hommes acceptent sans avoir peur de perdre leur virilité. Ces derniers ne vivent pas avec leurs enfants et s'occupent avant tout des enfants de leur(s) sœur(s). Dans cette société pacifique sans jalousie, les femmes gardent le contrôle de leur corps et ne se marient pas. Malheureusement, l'afflux de touristes fait passer les Moso d'une économie solidaire à une économie de marché, menaçant l'identité de cette communauté.

Sur les rives du lac Mère. Un voyage aux confins du Tibet à la rencontre du peuple Moso, Francesca Rosati Freeman, Éditions Tensing, 2015

BÉATRICE GRAF LATEO

Le féminisme change-t-il nos vies? Collectif sous la direction de Delphine Gardey

La question posée dans le titre est traitée sous plusieurs aspects: la politique, le monde du travail, la sexualité, le féminisme *décolonial*, l'individualisme et... les hommes. Le titre de la conclusion est optimiste : *définir les vies possibles, penser le monde commun.*

Plutôt qu'un bilan, il s'agit d'un ensemble de questions vives posées, sous forme de contributions synthétiques, par des anthropologues, politistes, et sociologues de l'équipe des Études Genre de l'Université de Genève. Cette remarquable synthèse est accompagnée d'une bibliographie et d'un glossaire.

Collectif sous la direction de Delphine Gardey, *Le féminisme change-t-il nos vies ?* Textuel, 2011, 142 pages

ULRICH JOTTERAND

La paix des ruches Alice Rivaz

En 1947, ce livre est un véritable pavé dans la mare en Suisse romande. Il s'agit du premier roman francophone d'une écrivaine qui dénonce la condition des femmes mariées. Sous la forme d'un journal intime, l'héroïne décrit, analyse sa situation aliénante. Ce que d'aucuns ont qualifié de pamphlet est superbement écrit et offre un bel exemple de la force heuristique de la littérature. Pour s'en convaincre, souvenons-nous que l'essai de Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, est publié deux ans plus tard ! La lecture du roman d'Alice Rivaz (fille de Paul Golay, militant socialiste vaudois) peut être accompagnée par celle de son essai Ce nom qui n'est pas le mien où elle parle notamment de la condition des femmes, de ce « peuple immense et neuf » et de littérature.

Et je profite de cette note pour mentionner trois autres auteures romandes à lire et à relire : Catherine Colomb, Monique Saint-Hélier et Anne-Lise Grobéty.

Alice Rivaz, La paix des ruches, L'Aire bleue, 1999

ULRICH JOTTERAND

AVORTEMENT
Ne touchez pas au droit des femmes à disposer de leur corps. Prenez plutôt soin de vos couilles!

BUDGET
Une femme dépense en moyenne 357 francs par an en produits cosmétique. Et les gars combien en bière et en foot?

CONSEIL MUNICIPAL
Mais oui vous savez cette arène composée majoritairement d'hommes qui se coupent la parole, parlent fort et s'insultent. Et après on se demande pourquoi il n'y a pas plus de femmes qui veulent entrer en politique? C'est vraiment très bizarre....

CYCLISME
La petite reine permet d'éviter les gros crapauds. Cela ne vous dérange pas qu'il faille deux roues et de la vitesse pour se sentir en sécurité et traverser le marécage urbain?

GROUPE
Un homme, à la base, c'est con. Un homme en groupe, c'est en général très, très, con

GYNÉCOLOGIE
Être invitée à congeler ses ovocytes à 30 ans ou se faire palper vite fait sans questions sur sa santé sexuelle. Un simple exercice capitaliste de contrôle sur les corps féminins au nom de la santé?

HARCÈLEMENT DE RUE
On ne dit pas hé la pute, mais : bonjour madame. La séduction ça n'a rien à voir avec la violence. OK les ploucs... enfin, les mecs?

JOGGING
Vous connaissez un seul gars qui ne sort pas quand il veut pour aller où il veut faire son jogging? Demandez aux femmes pour voir....

PILULE DU LENDEMAIN
La prendre, ce n'est déjà pas rien. Mais subir le questionnaire intrusif du pharmacien, c'est ça le plus toxique

PROCÈS-VERBALISTE
Travail héroïque consistant, entre deux remarques sexistes et regards libidineux, à noter scrupuleusement les propos ô combien intéressants de certains conseillers municipaux

PUBLICITÉ
Un homme jambes ouvertes avec un cône glacé sur les lèvres et une femme avec deux copines en train de boire une bière, ça vous tente pas pour voir?

SEXISME
– Vous êtes la procès-verbaliste? – Non, je suis la présidente. Ou le quotidien d'une jeune femme en politique

TAXE ROSE
Pourquoi une femme paie-elle plus cher qu'un homme pour s'acheter des jeans, des lames de rasoir ou du shampooing? demandez-le à votre coiffeur-euse, parce que le Conseil fédéral a décidé lui qu'il n'y avait rien à en penser

UDC
L'UDC Voiblet au Conseil communal de Lausanne : «nous n'avons pas de femmes dans notre groupe mais nous avons consulté nos épouses»... Combien de femmes dans le groupe UDC à Genève déjà?

ABCDEFÉMINISMES

CAUSES COMMUNES

PS